MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL SIEGEANT EN CONSEIL DE POLICE

SÉANCE DU 15 DECEMBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S. ;~~

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S FF ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE ;

M. JOSEPH JEAN-MICHEL — CHEF DE CORPS.

PROJET

SEANCE PUBLIQUE

A2

OBJET : ZONE DE POLICE DE MOUSCRON – MODIFICATION BUDGETAIRE N° 3 2025 – SERVICE EXTRAORDINAIRE - COMMUNICATION DE L'ARRETE D'APPROBATION DU 17 NOVEMBRE 2025 DE M. LE GOUVERNEUR DE LA PROVINCE DE HAINAUT.

Le Conseil communal siégeant en Conseil de police,

L'Assemblée prend connaissance de l'arrêté d'approbation du 17 novembre 2025, notifié le 17 novembre 2025, du Gouverneur de la Province de Hainaut, tel que repris ci-dessous :

Le Gouverneur de la Province de Hainaut,

Vu la délibération en date du 13 octobre 2025 par laquelle le Conseil communal de MOUSCRON modifie le budget de la zone de police locale pour l'exercice 2025 ;

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux et, notamment, les articles 39 à 41, 66 et 71 à 74 ;

Vu l'arrêté royal du 5 septembre 2001 portant le règlement général de la comptabilité de la police locale, tel que modifié par les arrêtés royaux des 25 avril 2004, 24 janvier 2006 et 5 juillet 2010 ;

Vu la circulaire ministérielle PLP 65 du 5 novembre 2024 traitant des directives pour l'établissement du budget de police 2025 à l'usage des zones de police ;

Vu l'avis conforme de la commission budgétaire du 18 septembre 2025, prescrit par l'article 11 de l'arrêté royal du 5 septembre 2001 susmentionné ;

Vu mon arrêté du 12 novembre 2024 approuvant la délibération du 14 octobre 2024 par laquelle le Conseil communal de MOUSCRON arrête le budget pour l'exercice 2025 de la zone de police ;

Vu mon arrêté du 11 juillet 2025 approuvant la délibération du 26 mai 2025 par laquelle le Conseil communal de MOUSCRON arrête la première modification budgétaire pour l'exercice 2025 de la zone de police ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Vu mon arrêté du 6 octobre 2025 approuvant la délibération du 1 septembre 2025 par laquelle le Conseil communal de MOUSCRON arrête la seconde modification budgétaire pour l'exercice 2025 de la zone de police (qui ne concernait que le service extraordinaire) ,

Considérant que la présente modification budgétaire se caractérise essentiellement par :

a) *Des régularisations dans les charges salariales des exercices antérieurs ,*
b) *Une diminution globale des dépenses de personnel et des frais de fonctionnement à l'exercice propre ,*
c) *Diverses adaptations dans les charges de dettes ,*
d) *Un prélèvement vers les provisions pour risques et charges en vue de couvrir les charges d'emprunts pour le nouveau commissariat ;*
e) *Quelques recettes supplémentaires dans les exercices antérieurs ,*
f) *L'adaptation des dotations fédérales sur base des dernières informations reçues du SPF Intérieur ,*
g) *Des aménagements dans les projets d'investissements ;*
h) *Un prélèvement vers le fonds de réserves extraordinaires à la suite de la perception d'une note de crédit relative à 2023*

Considérant que la modification budgétaire n°3 2025 de la zone de police de MOUSCRON, arrêtée par le Conseil communal en date du 13 octobre 2025, n'appelle aucune remarque particulière, qu'elle est conforme aux dispositions de la circulaire PLP 65 susvisée, qu'elle se clôture en équilibre au service ordinaire et affiche un léger boni de 3.225,70 € à l'extraordinaire ,

Considérant que sur base de l'article 66 de la loi du 7 décembre 1998, l'approbation de la décision relative au budget d'une zone de police ne peut être refusée que pour violation des dispositions comprises dans la susdite loi ou prises en vertu de cette loi ,

Vu l'article 34 de la loi du 7 décembre 1998 rendant applicable à la gestion budgétaire et financière de la police locale l'article 252 de la nouvelle loi communale, qui stipule que le budget des dépenses et des recettes des zones de police ne peut présenter un solde à l'ordinaire ou à l'extraordinaire en déficit ni faire apparaître un équilibre ou un boni fictifs ,

Par ces motifs,

DECIDE

Article 1 - La délibération du 13 octobre 2025, par laquelle le Conseil communal Mouscron modifie le budget de l'exercice 2025 du corps de police locale, est approuvée

Article 2 - Le présent arrêté sera porté à la connaissance du Conseil communal, lors de sa prochaine séance, conformément à l'article 72, § 2, alinéa 3, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.

Article 3 - Le présent arrêté sera notifié sous pli ordinaire

- *à Madame la Bourgmestre de Mouscron ,*
- *à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Direction générale Sécurité et Prévention, Direction Sécurité locale et Police, Rue du Commerce, 96 à 1040 BRUXELLES*

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance

La Directrice générale,
N BLANCKE

La Présidente,
A CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL SIEGEANT EN CONSEIL DE POLICE

SÉANCE DU 15 DECEMBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S. ;~~

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S FF ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE ;

M. JOSEPH JEAN-MICHEL — CHEF DE CORPS.

PROJET

SEANCE PUBLIQUE

A3. **OBJET : ZONE DE POLICE DE MOUSCRON – BUDGET 2026 – COMMUNICATION DE L'ARRETE D'APPROBATION DU 17 NOVEMBRE 2025 DE M. LE GOUVERNEUR DE LA PROVINCE DE HAINAUT.**

Le Conseil communal siégeant en Conseil de police,

L'Assemblée prend connaissance de l'arrêté d'approbation du 17 novembre 2025, notifié le 17 novembre 2025, du Gouverneur de la Province de Hainaut, tel que repris ci-dessous :

Le Gouverneur de la Province de Hainaut,

Vu la délibération en date du 13 octobre 2025 par laquelle le Conseil communal de MOUSCRON arrête le budget de la zone de police de Mouscron pour l'exercice 2025 ;

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux et, notamment, les articles 39 à 41, 66 et 71 à 74 ;

Vu l'arrêté royal du 5 septembre 2001 portant le règlement général de la comptabilité de la police locale, tel que modifié par les arrêtés royaux des 25 avril 2004, 24 janvier 2006 et 5 juillet 2010 ;

Vu l'avis conforme du 18 septembre 2025 de la Commission budgétaire prescrit par l'article 11 de l'arrêté royal du 5 septembre 2001 susvisé ;

Considérant que le budget 2026 de la zone de police de MOUSCRON a été élaboré avant la communication de la circulaire ministérielle budgétaire mais que les montants des différentes dotations fédérales ont été inscrits sur base des informations transmises le 3 septembre 2025 par la Direction générale Sécurité et Prévention du S. P. F. Intérieur ;

Considérant que le budget 2026 de la zone de police de MOUSCRON, arrêté par le Conseil communal en date du 13 octobre 2025, n'appelle aucune remarque particulière ; qu'il se clôture en équilibre au service ordinaire et affiche un boni de 3.225,70 € au service extraordinaire ;

Considérant que sur base de l'article 66 de la loi du 7 décembre 1998, l'approbation de la décision relative au budget d'une zone de police ne peut être refusée que pour violation des dispositions comprises dans la susdite loi ou prises en vertu de cette loi ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Vu l'article 34 de la loi du 7 décembre 1998 rendant applicable à la gestion budgétaire et financière de la police locale l'article 252 de la nouvelle loi communale, qui stipule que le budget des dépenses et des recettes des zones de police ne peut présenter un solde à l'ordinaire ou à l'extraordinaire en déficit ni faire apparaître un équilibre ou un boni fictifs ,

Par ces motifs,

DECIDE

Article 1 - La délibération du Conseil communal de MOUSCRON en date du 13 octobre 2025, relative au budget de l'exercice 2026 de la zone de police, est approuvée

Article 2 - Le présent arrêté est porté à la connaissance du Conseil communal, lors de sa prochaine séance, conformément à l'article 78, alinéa 3, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux

Article 3 - Le présent arrêté sera notifié sous pli ordinaire .

- *à Madame la Bourgmestre de Mouscron ,*
- *à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Direction générale Sécurité et Prévention, Direction Sécurité locale et Police, Rue du Commerce, 96 à 1040 BRUXELLES*

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance

La Directrice générale,
N BLANCKE

La Présidente,
A CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N BLANCKE

La Bourgmestre,

A CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL SIEGEANT EN CONSEIL DE POLICE

SÉANCE DU 15 DECEMBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S. ;~~

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. F.F. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE ;

M. JOSEPH JEAN-MICHEL — CHEF DE CORPS ;

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

~~B.~~ 4 ème OBJET : COMPTABILITE DE LA ZONE DE POLICE – PROCES-VERBAL DE SITUATION DE CAISSE - VISA.

Le Conseil communal siégeant en Conseil de police,

Vu la Loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à 2 niveaux, notamment l'article 83 ;

Vu l'Arrêté Royal du 5 septembre 2001 portant le règlement général de la comptabilité de la Zone de police, spécialement en son article 74 et suivants ;

Vu la décision du Collège communal siégeant en Collège de Police du 3 décembre 2024 par laquelle il délègue à Madame Ann CLOET, Bourgmestre ayant notamment en charge les Finances, la compétence du Collège communal siégeant en Collège de Police pour vérifier les situations de caisse établies par la Directrice financière et ce, pour toute la durée de la mandature 2024-2030 ;

A ... voix ;

VISE :

Sans observation le procès-verbal de la vérification de la caisse de la Zone de Police établi au 31 octobre 2025 laissant apparaître les montants suivants :

Caisse	265,84 €
Comptes courant Belfius	386.459,86 €
Comptes de placement Belfius	5.341.155,59 €
Compte de placement CPH	497.686,66 €
Comptes ouvertures de crédit (emprunts)	- 1.176.025,18 €
Paiements en cours/Virements internes	0,00 €
AVOIR JUSTIFIE	5.049.542,77 €

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance

La Directrice générale,
N BLANCKE

La Présidente,
A CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N BLANCKE

La Bourgmestre,

A CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL SIEGEANT EN CONSEIL DE POLICE

SEANCE DU 15 DECEMBRE 2025

PRESENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S. ;~~

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE ;

M. JOSEPH JEAN-MICHEL, — CHEF DE CORPS.

PROJET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

OBJET : ZONE DE POLICE - MARCHE DE FOURNITURES – ACQUISITION DE MOBILIER DE BUREAU - ADHESION CONTRAT COMMUN GO N° 269 « ACHAT ET LIVRAISON DE MOBILIER DE BUREAU » - PARTICIPATION DEFINITIVE.

Le Conseil communal siégeant en Conseil de police,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux et ses modifications ultérieures, notamment l'article 33 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 21 juillet 2023 relatif aux marchés publics fédéraux centralisés dans le cadre de la politique fédérale d'achats ;

Considérant que ce dernier arrêté crée un modèle de coopération fédérale pour la gestion de marchés publics (contrats communs) ;

Considérant que cette réglementation met en place une politique d'achats centralisés homogène, commune aux différents services publics fédéraux, lesquels deviennent « participants actifs » chargés de coordonner des marchés publics de manière centralisée pour d'autres services publics fédéraux (et autres organismes publics) bénéficiaires ;

Considérant que, dans ce cadre, les contrats communs sont définis à l'article 1, 2° comme étant : « les marchés à passer ou passés dans le cadre de la politique fédérale d'achats par un participant actif ou passif qui agit comme centrale d'achat au bénéfice d'autres participants actifs et passifs ayant au préalable transmis une décision de participation définitive » ;

Considérant que les Zones de police peuvent adhérer à des contrats communs sous condition d'une part, de transmettre une déclaration d'intention au service désigné, et d'autre part, de confirmer leur participation définitive par la conclusion d'une convention d'adhésion préalable à la passation de chaque marché commun ,

Qu'en l'espèce, la Zone de police a marqué son intérêt (déclaration d'intention) pour un contrat commun dénommé *« Contrat commun CC n°269 ayant pour objet achat et livraison de mobilier de bureau »*, géré par le SPF BOSA (organisation en charge) ,

Considérant que la Zone de police a été avertie par le SPF BOSA de la possibilité de participer définitivement audit contrat et doit dès lors confirmer son souhait d'adhérer au marché commun à venir ,

Considérant que la convention d'adhésion, complétée avec les quantités estimées par lot et par année, doit être approuvée par l'organe compétent pour la passation des marchés publics, en l'espèce, le Conseil communal siégeant en Conseil de police ,

Considérant que ce contrat concerne un accord-cadre pluriannuel de fournitures de mobilier de bureau ,

Considérant que le contrat est prévu pour une durée de 4 ans ,

Considérant que le recours à une centrale d'achat permet à la Zone de police, d'une part, de bénéficier de prix avantageux et, d'autre part, de simplifier le processus d'acquisition de services puisqu'elle ne devra pas réaliser elle-même la procédure de passation et d'attribution de marchés pour ce type de fournitures ,

Considérant qu'il est donc proposé d'adhérer à la proposition de participation définitive sise en annexe ,

Considérant en outre qu'il y a lieu de fournir l'estimatif (sans engagement) des quantités annuelles de mobilier de bureau souhaité par la Zone de police ;

Considérant que les besoins de la Zone de police pour ledit contrat commun peuvent être estimés à Voir annexe « Excel 269 » ,

A voix ,

D E C I D E :

Article 1er - D'adhérer définitivement au contrat commun n° 269 (GO269) ayant pour objet l'achat et la livraison de mobilier de bureau, géré par le SPF BOSA (organisation en charge)

Art 2 - D'approuver la convention d'adhésion (participation définitive), telle qu'annexée à la présente délibération

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Art 3 – De fournir au SPF BOSA l'estimatif non contraignant des quantités souhaitées par la Zone de police

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance

La Directrice générale,
N BLANCKE

La Présidente,
A CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

La Bourgmestre,

N BLANCKE

A CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL SIEGEANT EN CONSEIL DE POLICE

SEANCE DU 15 DECEMBRE 2025

PRESENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE ;

M. JOSEPH JEAN-MICHEL, — CHEF DE CORPS.

PROJET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

A6.

ÈME **OBJET : ZONE DE POLICE – MARCHES PUBLICS – ADHESION A LA CENTRALE D'ACHAT *'LA CENTRALE DES MARCHES'***

Le Conseil communal siégeant en Conseil de police,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux et ses modifications ultérieures, notamment l'article 33 ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 2-6°, 47 et 129 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le recours à une centrale d'achat permet à la Zone de Police, d'une part, de bénéficier de prix avantageux et, d'autre part, de simplifier le processus d'acquisition puisqu'elle ne devra pas réaliser elle-même la procédure de passation et d'attribution de marchés ;

Considérant que la 'Centrale des marchés', dont le siège social est situé Rue Picard 7 / 100, 1000 Bruxelles, inscrite à la Banque Carrefour des Entreprises de Belgique sous le numéro 0524.818.005, agit en tant que centrale d'achat (au sens de l'art. 2, 7° b) et 47 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et qu'il est possible pour les Zones de Police de recourir à cette centrale ;

Considérant que la 'Centrale des marchés', en tant qu'entité de passation de marchés publics, a conclu plusieurs contrats-cadres qui sont proposés à ses membres sans aucune obligation ;

Considérant que celle-ci attribue des accords-cadres via des marchés publics, notamment dans les domaines suivants :

- Matériel de nettoyage et produits d'hygiène personnelle,
- Fournitures de bureau, papier et enveloppes,

- Matériel informatique et accessoires,
- Distributeurs de café et de boissons chaudes,
- Achat de véhicules particuliers,
- Kit de premiers secours et défibrillateurs,
- Cartes-carburant,
- Désinfectants ,

Considérant qu'il est proposé d'adhérer à la 'Centrale des marchés' afin de pouvoir bénéficier de marchés passés par celle-ci ;

Vu le formulaire d'adhésion à signer par la Zone de Police de Mouscron ,

Considérant que la décision de recourir à un marché public passé par la 'Centrale des marchés', en cas de besoin similaire de la Zone, sera prise par le Conseil ou le Collège ,

A des voix ;

D E C I D E:

Article 1er - D'approuver l'adhésion de la Zone de Police de Mouscron à l'ASBL « Centrale des marchés », offrant la possibilité de recourir aux marchés publics passés par celle-ci

Art 2 - De charger Madame la Bourgmestre et Madame la Secrétaire de Zone de signer le formulaire d'adhésion à l'ASBL "Centrale des marchés"

Art 3 - De transmettre la présente délibération à la 'Centrale des marchés'

Art 4 - La présente délibération ne sortira ses effets que lorsque les voies et moyens destinés au paiement de la dépense auront été complètement réunis et définitivement admis

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance
La Directrice générale,
N BLANCKE

La Présidente,
A CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

La Bourgmestre,

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

N BLANCKE

A CLOET

MARCHÉS PUBLICS
COMMUNICATIONS :
DATE : 16/12/25

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL SIEGEANT EN CONSEIL DE POLICE

SÉANCE DU 15 DÉCEMBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

MME ~~VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE ;

M. JOSEPH JEAN-MICHEL, — CHEF DE CORPS.

SEANCE PUBLIQUE

A7

OBJET : PERSONNEL - OUVERTURE D'UN EMPLOI D'INSPECTEUR DE POLICE DÉVOLU AU SERVICE « ENQUÊTE ET RECHERCHE »

Le Conseil communal siégeant en conseil de police,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, l'article 56 ;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police, l'article VI.II.15 ;

Vu l'arrêté royal du 20 novembre 2001 fixant les modalités relatives à la mobilité du personnel des services de police ;

Vu la circulaire GPI 15 du 24 janvier 2002 concernant la mise en œuvre de la mobilité au sein du service de police intégré, structuré à deux niveaux, à l'usage des autorités locales responsables des zones de police ;

Vu la circulaire GPI 15 bis du 25 juin 2002 concernant l'étape du cycle de mobilité succédant à la publication des emplois vacants et l'introduction des candidatures, portant des éclaircissements quant à l'application de la réglementation sur la position juridique en matière d'engagement externe de personnel CALog dans la police intégrée, structurée à deux niveaux, et en matière de glissements internes ;

Vu le cadre organique approuvé par le conseil communal le 17 février 2025 ;

Considérant que celui-ci prévoit 110 emplois dans le grade d'inspecteur de police ;

Considérant qu'un emploi est vacant depuis le 1er septembre 2025 à la suite d'une mobilité par un de nos membres du personnel pour un autre emploi en interne (mobilité 2025/02 – Ouverture d'un emploi d'inspecteur de police au service « enquête et recherche ») ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Considérant qu'un emploi est vacant depuis le 1er décembre 2025 à la suite d'un départ à la retraite d'un de nos membres du personnel ,

Considérant le profil de fonction annexé à la présente délibération ,

Qu'au vu de ce qui précède, il est proposé de déclarer vacant un emploi d'inspecteur de police dévolu au service « enquête et recherche » ,

Qu'il est également proposé, conformément aux articles IV I 30 et VI II 8 et s du PJPol, de faire premièrement appel au cycle de mobilité, et en cas d'absence ou d'insuffisance de candidats, de recourir aux lauréats de la sélection « inspecteur de police », qui sont actuellement versés dans une réserve de recrutement et qui doivent être engagés par un service de police avant d'entamer le processus de formation ,

Sur proposition du Collège communal siégeant en collège de police ,

A XXX des voix ,

DECIDE :

Article 1er. De déclarer vacant un emploi d'inspecteur de police dévolu au service « enquête et recherche » au sein de la Zone de police de Mouscron

Art. 2. De faire appel, pour l'attribution de cet emploi, à la mobilité, selon les modalités prévues à l'article 3, ou à la réserve de recrutement prévue à l'article VI II 27bis du PJPol, et de rouvrir l'emploi, en cas de mobilité infructueuse, soit via les cycles de mobilité ultérieurs, soit via un appel aux lauréats de la réserve de recrutement prévue à l'article IV I 30 PJPol

Art. 3. De choisir comme modalités de sélection

1 L'organisation d'un ou de plusieurs tests ou épreuves d'aptitude ,
2 Le recueil de l'avis d'une commission de sélection

Art. 4. De fixer, pour les candidats-membres de la police intégrée, la composition de la commission de sélection locale comme suit (article VI II 61 PJPol)

- Monsieur Jean-Michel JOSEPH, 1er commissaire divisionnaire de police, chef de corps, président ou son remplaçant ,
- Monsieur David MONPAYS, 1er commissaire de police, assesseur, ou son remplaçant, Monsieur Grégory DEKEYSER, inspecteur principal de police, assesseur suppléant
- Madame Cindy DUBOIS, inspecteur principal de police commissaire de police, assesseure, ou son remplaçant Monsieur Alexandre GRIMONPREZ , assesseur suppléant ,

Art. 5 De fixer, pour les lauréats de la réserve de recrutement, la composition de la commission de sélection locale comme suit

- Monsieur Jean-Michel JOSEPH, 1er commissaire divisionnaire de police, chef de corps, président ou son remplaçant ,
- Madame Anne LAEVENS, conseillère, directrice du pilier non opérationnel de la Zone de police, assesseure ou sa remplaçante, Madame Cynthia NINCLAUS, conseillère RH au sein du pilier non opérationnel de la Zone de police ,

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

- Madame Magali DELANNOY, commissaire de police, directrice du pilier opérationnel de la Zone de police, assesseure, ou son remplaçant Guillaume VANDEPUTTE, inspecteur principal ,
- Monsieur David MONPAYS, 1er commissaire de police, assesseur, ou son remplaçant, Monsieur Grégory DEKEYSER, inspecteur principal de police, assesseur suppléant
- Madame Cindy DUBOIS, inspecteur principal de police commissaire de police, assesseure, ou son remplaçant Monsieur Alexandre GRIMONPREZ , assesseur suppléant ,

Art. 6. D'envoyer la présente délibération, par courrier ou courriel, à

1) A Monsieur le Gouverneur de province de Hainaut, Service « tutelle police », Rue verte, 13 à 7000 MONS ,
2) Au Service Public Fédéral Intérieur, Direction Générale Sécurité et Prévention, Rue du Commerce, 96 à 1040 BRUXELLES

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance

La Directrice générale,
N BLANCKE

La Présidente,
A CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL SIEGEANT EN CONSEIL DE POLICE

SÉANCE DU 15 DÉCEMBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

MME ~~VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE ;

M. JOSEPH JEAN-MICHEL, — CHEF DE CORPS.

SEANCE PUBLIQUE

OBJET : A8 **PERSONNEL - OUVERTURE D'UN EMPLOI D'INSPECTEUR DE POLICE AU SEIN DU SERVICE « INTERVENTION »**

Le Conseil communal siégeant en conseil de police,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, l'article 56 ;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police, l'article VI.II.15 ;

Vu l'arrêté royal du 20 novembre 2001 fixant les modalités relatives à la mobilité du personnel des services de police ;

Vu la circulaire GPI 15 du 24 janvier 2002 concernant la mise en œuvre de la mobilité au sein du service de police intégré, structuré à deux niveaux, à l'usage des autorités locales responsables des zones de police ;

Vu la circulaire GPI 15 bis du 25 juin 2002 concernant l'étape du cycle de mobilité succédant à la publication des emplois vacants et l'introduction des candidatures, portant des éclaircissements quant à l'application de la réglementation sur la position juridique en matière d'engagement externe de personnel CALog dans la police intégrée, structurée à deux niveaux, et en matière de glissements internes ;

Vu le cadre organique approuvé par le conseil communal le 17 février 2025 ;

Considérant que celui-ci prévoit 110 emplois dans le grade d'inspecteur de police ;

Considérant qu'un emploi est vacant depuis le 1er septembre 2025 à la suite d'une mobilité par un de nos membres du personnel pour un autre emploi en interne (mobilité 2025/02 – Ouverture d'un emploi d'inspecteur de police au service « enquête et recherche ») ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Considérant qu'un emploi est vacant depuis le 1er décembre 2025 à la suite d'un départ à la retraite d'un de nos membres du personnel ,

Considérant le profil de fonction annexé à la présente délibération ,

Qu'au vu de ce qui précède, il est proposé de déclarer vacant un emploi d'inspecteur de police dévolu au service Intervention ,

Qu'il est également proposé, conformément aux articles IV I 30 et VI II 8 et s du PJPol, de faire premièrement appel au cycle de mobilité, et en cas d'absence ou d'insuffisance de candidats, de recourir aux lauréats de la sélection « inspecteur de police », qui sont actuellement versés dans une réserve de recrutement et qui doivent être engagés par un service de police avant d'entamer le processus de formation ,

Sur proposition du Collège communal siégeant en collège de police ,

A XXX des voix ;

DECIDE :

Article 1er. De déclarer vacant un emploi d'inspecteur de police dévolu au service « intervention » au sein de la Zone de police de Mouscron

Art. 2. De faire appel, pour l'attribution de cet emploi, à la mobilité, selon les modalités prévues à l'article 3, ou à la réserve de recrutement prévue à l'article VI II 27bis du PJPol, et de rouvrir l'emploi, en cas de mobilité infructueuse, soit via les cycles de mobilité ultérieurs, soit via un appel aux lauréats de la réserve de recrutement prévue à l'article IV.I 30 PJPol

Art. 3. De choisir comme modalités de sélection

1 L'organisation d'un ou de plusieurs tests ou épreuves d'aptitude ,
2 Le recueil de l'avis d'une commission de sélection

Art. 4. De fixer, pour les candidats-membres de la police intégrée, la composition de la commission de sélection locale comme suit (article VI II 61 PJPol)

- Monsieur Jean-Michel JOSEPH, 1er commissaire divisionnaire de police, chef de corps, président ou son remplaçant ,
- Monsieur Miguel DERREVEAUX, commissaire de police, assesseur, ou son remplaçant, Monsieur Laurent DOUTERLUNGNE, inspecteur principal de police, assesseur suppléant
- Madame Stéphanie FONTAINE, commissaire de police, assesseure, ou sa remplaçante Emilie DENDIEVEL, Madame, inspecteur principal de police, assesseure suppléante ,

Art. 5. De fixer, pour les lauréats de la réserve de recrutement, la composition de la commission de sélection locale comme suit

- Monsieur Jean-Michel JOSEPH, 1er commissaire divisionnaire de police, chef de corps, président ou son remplaçant ,
- Madame Anne LAEVENS, conseillère, directrice du pilier non opérationnel de la Zone de police, assesseure ou sa remplaçante, Madame Cynthia NINCLAUS, conseillère RH au sein du pilier non opérationnel de la Zone de police ,

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

- Madame Magali DELANNOY, commissaire de police, directrice du pilier opérationnel de la Zone de police, assesseure, ou son remplaçant Guillaume VANDEPUTTE, inspecteur principal ,
- Monsieur Miguel DERREVEAUX, commissaire de police, assesseur, ou son remplaçant, Monsieur Laurent DOUTERLUNGNE, inspecteur principal de police, assesseur suppléant
- Madame Stéphanie FONTAINE, commissaire de police, assesseure, ou sa remplaçante, Emilie DENDIEVEL, inspectrice principale de police, assesseure suppléante ,

Art 6 D'envoyer la présente délibération, par courrier ou courriel, à

1) A Monsieur le Gouverneur de province de Hainaut, Service « tutelle police », Rue verte, 13 à 7000 MONS ,
2) Au Service Public Fédéral Intérieur, Direction Générale Sécurité et Prévention, Rue du Commerce, 96 à 1040 BRUXELLES

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance

La Directrice générale,
N BLANCKE

La Présidente,
A CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 15 DECEMBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

2 ÈME OBJET : **DIVISION ADMINISTRATIVE 1 - PLATEFORME DE GESTION ADMINISTRATIVE ET DE GESTION DES SUBVENTIONS - MARCHE DE TRAVAUX - REMPLACEMENT DES CHÂSSIS DE LA MAISON PAROISSIALE DU MONT-À-LEUX - RATIFICATION DE LA DECISION D'ATTRIBUTION DU CONSEIL DE LA FABRIQUE D'EGLISE ET APPROBATION DE L'OCTROI DU SUBSIDE EXTRAORDINAIRE.**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal ;

Considérant la vétusté des châssis et portes existants en bois dans le prolongement de l'isolation de la toiture de la maison paroissiale sise rue de la Grotte 68 à Mouscron ;

Considérant qu'il est nécessaire de remplacer les châssis vitrés existants ainsi que les 2 portes en bois afin d'améliorer l'isolation des parois et leur étanchéité à l'air ;

Considérant dès lors qu'un petit marché public de travaux pour le « Remplacement des châssis de la maison paroissiale du Mont-à-Leux » a dû être lancé ;

Vu le descriptif technique établi par la Division technique 1 – Bureau d'études de la Ville de Mouscron en vue de réaliser cette rénovation ;

Vu la décision du Conseil de la Fabrique d'église Saint Antoine de Padoue du 10 novembre 2025 approuvant les conditions, le montant estimé, le mode de passation et la liste des opérateurs économiques à consulter du marché "Remplacement des châssis de la maison paroissiale du Mont-à-Leux" ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 11.467,50 € hors TVA ou 13.875,68 €, 21% TVA comprise (2.408,18 € TVA cocontractant) ;

Considérant que les opérateurs économiques suivants ont été choisis afin de prendre part à la procédure négociée sans publication préalable :
- KADI CONSTRUCT SPRL, Chaussée de Lille, 689 à 7522 Marquain ;
- GAEREMYNCK & FILS SRL, Rue Saint-Roch, 1 à 7712 Herseaux ;
- MOORS Vincent, Rue du Midi, 33 à 7700 Mouscron ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Considérant que les offres devaient parvenir à l'administration au plus tard le 18 novembre 2025 à 10h00 ,

Considérant que 2 offres sont parvenues
- KADI CONSTRUCT SPRL, Chaussée de Lille, 689 à 7522 Marquain (7 702,50 € hors TVA ou 9 320,03 €, 21% TVA comprise) ,
- GAEREMYNCK & FILS SRL, Rue Saint-Roch, 1 à 7712 Herseaux (9 964,72 € hors TVA ou 12 057,31 €, 21% TVA comprise) ,

Vu le rapport d'examen des offres du 20 novembre 2025 annexé à la présente délibération et faisant partie intégrante de la décision ,

Vu l'examen de la régularité des offres ,

Considérant que les offres des sociétés KADI CONSTRUCT SPRL et GAEREMYNCK & FILS SRL sont jugées régulières ,

Vu la décision du Conseil de la Fabrique d'église Saint-Antoine de Padoue du 20 novembre 2025 désignant l'opérateur économique, soit KADI CONSTRUCT SPRL, Chaussée de Lille, 689 à 7522 Marquain comme adjudicataire du marché public "Remplacement des châssis de la maison paroissiale du Mont-à-Leux", pour un montant de 7 702,50 € hors TVA ou 9 320,03 €, 21% TVA comprise ,

Considérant que, pour ces travaux, la Ville de Mouscron octroie à la Fabrique d'église un subside prévu au budget communal de l'exercice 2025, service extraordinaire, à l'article 790/512PR-51 (n° de projet 20250142) ,

Attendu que la présente décision n'appelle pas l'avis de légalité de la Directrice financière ,

Considérant l'absence d'avis de légalité de la Directrice financière ,

A voix ,

DECIDE

Article 1er - De ratifier la décision prise par le Conseil de la Fabrique d'église Saint-Antoine de Padoue en date du 20 novembre 2025 et d'approuver la désignation de la société KADI CONSTRUCT SPRL, Chaussée de Lille, 689 à 7522 Marquain comme adjudicataire du marché public "Remplacement des châssis de la maison paroissiale du Mont-à-Leux" pour un montant de 7 702,50 € hors TVA ou 9 320,03 €, 21% TVA comprise

Art 2 - De charger le Collège communal des mesures d'exécution de ce dossier, dont la libération du financement pour la « Remplacement des châssis de la maison paroissiale du Mont-à-Leux », prévu au budget communal de l'exercice 2025, service extraordinaire, à l'article 790/512PR-51 (n° de projet 20250142) sur base des états d'avancement qui seront introduits par la Fabrique d'église auprès de notre Administration communale

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance

La Directrice générale,
N BLANCKE

La Présidente,
A CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

La Bourgmestre,

N BLANCKE

A CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 15 DECEMBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

3 ÈME OBJET : **DIVISION ADMINISTRATIVE 1 - PLATEFORME DE GESTION ADMINISTRATIVE ET DE GESTION DES SUBVENTIONS - MARCHE DE TRAVAUX - RENOVATION DES SIX VITRAUX INCOLORES TRANSLUCIDES DES TRANSEPTS DE L'EGLISE DE LA SAINTE FAMILLE - RATIFICATION DE LA DECISION D'ATTRIBUTION DU CONSEIL DE LA FABRIQUE D'EGLISE ET APPROBATION DE L'OCTROI DU SUBSIDE EXTRAORDINAIRE**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures ;

Considérant que les vitraux de l'Eglise de la Sainte Famille n'ont fait l'objet d'aucune rénovation depuis leur pose et que leur conservation nécessite une rénovation complète ainsi que la pose d'une protection extérieure adéquate ;

Vu le cahier des charges N° 2025-1013 relatif au marché "Rénovation de six vitraux incolores translucides des transepts de l'Eglise de la Sainte Famille" établi par le Bureau d'études - Bâtiments ;

Considérant que ce marché est divisé en tranches :
* Tranche ferme : Restauration des vitraux (Estimé à : 56.400,00 € hors TVA ou 68.244,00 €, 21% TVA comprise)
* Tranche conditionnelle : Protections en plexiglass (Estimé à : 12.000,00 € hors TVA ou 14.520,00 €, 21% TVA comprise)

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 68.400,00 € hors TVA ou 82.764,00 €, 21% TVA comprise (14.364,00 € TVA cocontractant) ;

Vu la décision du Conseil de la Fabrique du 22 septembre 2025 approuvant les conditions, le montant estimé, la procédure de passation (procédure négociée sans publication préalable) et les firmes à consulter de ce marché ;

Considérant que les opérateurs économiques suivants ont été choisis afin de prendre part à la procédure négociée :
- LR Vitraux SRL, Rue du Mont-Gallois, 50 à 7700 Mouscron ;
- MONUMENT HAINAUT, Rue du Serpolet (MAR) 27 à 7500 Tournai ;
- Patrick BROERS - Atelier Carpe Diem, Parc Artisanal Monceau - Allée des Artisans, 26 à 4130 Esneux;
- ATELIER VERSICOLORE SRL, Chaussée de Helmet, 126 à 1030 Bruxelles ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

- VITRAUX D'ART DEBONGNIE SRL, Rue des Montagnes, 2 à 1450 Chastre ,

Considérant que les offres devaient parvenir à l'administration au plus tard le 7 octobre 2025 à 10h00 ;

Considérant que le délai de validité des offres est de 120 jours de calendrier et se termine le 4 février 2026 ,

Considérant que 2 offres sont parvenues
- MONUMENT HAINAUT, Rue du Serpolet, 27 à 7500 Tournai (81 991,61 €, 21% TVA comprise),
- Patrick BROERS - Atelier Carpe Diem, Parc Artisanal Monceau - Allée des Artisans, 26 à 4130 Esneux (82 448,26 €, 21% TVA comprise) ,

Vu le rapport d'examen des offres du 25 novembre 2025 annexé à la présente délibération et faisant partie intégrante de la décision ,

Vu l'examen de la sélection qualitative des soumissionnaires ,

Considérant que les firmes MONUMENT HAINAUT et Patrick BROERS (Atelier Carpe Diem) sont sélectionnées sur base de la déclaration sur l'honneur implicite et sont en ordre d'agréation ,

Vu l'examen de la régularité des offres ,

Considérant que les offres des sociétés MONUMENT HAINAUT et Patrick BROERS - Atelier Carpe Diem sont jugées régulières,

Vu la décision du Conseil de la Fabrique d'église Sainte-Famille du 25 novembre 2025 attribuant ce marché au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse (sur base du prix), soit MONUMENT HAINAUT, Rue du Serpolet, 27 à 7500 Tournai, pour le montant d'offre contrôlé de 67 761,66 € hors TVA ou 81 991,61 €, 21% TVA comprise (14 229,95 € TVA cocontractant) ,

Considérant que le marché comporte les tranches suivantes
* Tranche ferme Restauration des vitraux au montant de 58 431,06 € hors TVA ou 70 701,58 €, 21% TVA comprise,
* Tranche conditionnelle Protections en plexiglass au montant de 9 330,60 € hors TVA ou 11 290,03 €, 21% TVA comprise ,

Considérant que, pour ces travaux, la Ville de Mouscron octroie à la Fabrique d'église un subside prévu au budget communal de l'exercice 2025, service extraordinaire, article 790/51202-51 (n° de projet 20250143) ,

Considérant que nous ne disposons pas des crédits nécessaires pour financer l'exécution de la tranche conditionnelle ,

Considérant que seule la tranche ferme du marché sera commandée à l'attribution du marché et que la commande de la tranche conditionnelle dépendra d'une décision ultérieure ,

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ,

Attendu que le dossier a été transmis en date du 26 novembre 2025 ,

Vu l'avis de légalité favorable délivré par la Directrice financière en date du 26 novembre 2025 et joint à la présente délibération ,

A voix ,

DECIDE

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Article 1er - De ratifier la décision d'attribution prise par le Conseil de la Fabrique d'église Sainte-Famille en date du 25 novembre 2025 et d'approuver la désignation de la société MONUMENT HAINAUT, Rue du Serpolet, 27 à 7500 Tournai comme adjudicataire du marché public "Rénovation de six vitraux incolores translucides des transepts de l'Eglise de la Sainte Famille", pour le montant d'offre contrôlé de 67 761,66 € hors TVA ou 81 991,61 €, 21% TVA comprise

Art 2 - De charger le Collège communal des mesures d'exécution de ce dossier, dont la libération du financement pour la "Rénovation de six vitraux incolores translucides des transepts de l'Eglise de la Sainte Famille" , prévu au budget communal de l'exercice 2025, service extraordinaire, à l'article 790/51202-51 (n° de projet 20250143) sur base des états d'avancement qui seront introduits par la Fabrique d'église auprès de notre Administration communale

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance

La Directrice générale,
N BLANCKE

La Présidente,
A CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

MARCHÉS PUBLICS
DATE : 06/01/26

La Bourgmestre,

A CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 15 DÉCEMBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

4ème OBJET : **DIVISION ADMINISTRATIVE 1 - PLATEFORME DE GESTION ADMINISTRATIVE ET DE GESTION DES SUBVENTIONS - DEPLACEMENT DE LA CONDUITE DE GAZ DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE REAMENAGEMENT DE LA VOIRIE ET EGOUTTAGE RUE DU PONT BLEU , PLACE VALERE GRIMMONPONT, RUE GEORGES DESMET ET RUE DU TRIEU - RECOURS A L'INTERCOMMUNALE ORES - APPROBATION DES CONDITIONS ET DU MODE DE PASSATION ET RECOURS À L'ARTICLE 1311-5 DU CDLD**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et l'article L1311-5 relatif aux dépenses réclamées par des circonstances impérieuses et imprévues ;

Vu l'article 117 de la nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Considérant qu'en vertu de l'article 29 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, ne sont pas soumis à l'application des dispositions de ladite loi, les services attribués à un pouvoir adjudicateur sur la base d'un droit exclusif ;

Vu la désignation d'ORES ASSETS en qualité de Gestionnaire de réseau de distribution d'électricité et de gaz sur le territoire de la commune de Mouscron ;

Vu les statuts d'ORES ASSETS, notamment les articles 3.A.5. et 9 sur base desquels les villes et communes affiliées chargent l'Intercommunale de la mission de réaliser toute opération administrative et/ou technique pour leur compte ;

Attendu que le gestionnaire de réseaux ORES ASSETS, rue du Gaz, 16 à 7700 Mouscron, dispose d'un droit d'exclusivité pour toute opération intervenant sur son réseau électrique et de gaz ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Vu la décision du Collège communal du 30 mai 2022 approuvant la proposition de l'intercommunale IPALLE, à savoir l'attribution des lots 1 et 2 du marché conjoint « Réaménagement de la voirie et égouttage prioritaire - rue du Pont bleu, place Valère Grimonpont, rue Georges Desmet et rue du Trieu (partie) » aux soumissionnaires ayant remis l'offre régulière économiquement la plus avantageuse (sur base du prix) pour chaque lot, soit

* Lot 1 (Voirie et égouttage de la rue du Pont Bleu et rue du Château d'Eau) SODRAEP - EUROVIA - SOCIETE MOMENTANNEE, Quai Fernand Demets 52 à 1070 Bruxelles, pour le montant d'offre contrôlé de 1 781 227,70 € hors TVA ou 1 970 647,10 €, TVA comprise ,

* Lot 2 (Réaménagement de la voirie et de l'égouttage des rues Georges Desmet et du Trieu à Dottignies) Eurovia Belgium S A , Allée Hof ter Vleest, 1 à 1070 Bruxelles, pour le montant d'offre contrôlé de 2 787 994,70 € hors TVA ou 3 048 284,33 €, TVA comprise ,

Considérant que le marché est en phase d'exécution ,

Considérant que, dans le cadre de l'exécution du chantier de réaménagement de la voirie et de l'égouttage dans la rue du Pont Bleu, la place Valère Grimmonpont, la rue Georges Desmet et la rue du Trieu, dont la gestion et la surveillance ont été confiées à IPALLE, il a été demandé à Eurovia, dans le rapport de réunion du 2 avril 2025, de réaliser des sondages complémentaires au niveau des fosses d'arbres pour les phases 3, 5 et 6 ,

Considérant en effet que, pour chaque implantation d'arbre, une fosse en béton d'une profondeur d'un mètre doit être posée dans le sol ,

Considérant cependant que les sous-sols sont saturés de réseaux d'impétrants ,

Considérant que le bureau d'études voirie a donc formulé une demande de budget de 75 000 € dans le cadre de la modification budgétaire n°2 de l'exercice 2025 ,

Considérant que cette demande était basée sur une estimation interne, fondée sur des offres similaires, sans connaissance précise du nombre ni du type d'impétrants à déplacer ,

Considérant qu'Eurovia a réalisé les sondages fin juin 2025 et a transmis son rapport à la direction de chantier le 19 août 2025 ,

Considérant que le SPW a ensuite transmis ce rapport, ainsi que ses conclusions, au service bureau d'études voirie le 26 août, en demandant l'organisation d'une réunion avec ORES ,

Considérant que celle-ci s'est tenue le 16 septembre 2025, en présence du bureau d'études ORES et du service bureau d'étude voirie de la Ville ,

Considérant que cette réunion a permis d'identifier les types de réseaux concernés et de déterminer s'ils étaient actifs ou abandonnés ,

Considérant qu'il s'est révélé qu'une conduite de gaz pose problème pour quatre fosses d'arbres ainsi que pour la pose d'impétrants dans la phase 3 du chantier ,

Considérant que le bureau d'études d'ORES nous a transmis son estimation définitive de déplacement le 2 octobre 2025, pour un montant de 92 548,92 € HTVA comme ci-annexé ,

Considérant que cette offre dépasse le budget prévu dans la modification budgétaire n°2 de l'exercice 2025 ,

Considérant qu'une alternative au déplacement de la conduite a été sollicitée auprès d'Ores suite à la réception de cette offre ,

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Considérant néanmoins que, malgré plusieurs relances, aucun accord ni les conditions techniques pour le maintien de la conduite en place n'ont été reçues d'Ores ,

Considérant que la phase 3 du chantier a débuté fin juin 2025 avec les sondages, la démolition de la voirie existante et le réaménagement du réseau d'égouttage et que ces travaux, réalisés par la société Eurovia, sont toujours en cours à ce jour ,

Considérant que le planning prévoit le démarrage des travaux impétrants à partir de janvier 2026 ,

Considérant que ces travaux incluent la pose des nouveaux réseaux, initialement prévue et confiée à la société Pierre Petit pour les tranchées et le réseau SWDE ,

Considérant que l'entreprise Platteau Infra est chargée des autres impétrants (ORES, VOO, Proximus, etc) ,

Considérant qu'afin que les travaux de la phase 3 puissent se poursuivre conformément au projet initial, il est impératif que le déplacement de la conduite de gaz soit réalisé en janvier ou février 2026, avant le terrassement de la tranchée commune concernée ,

Considérant que si ce déplacement est retardé jusqu'à l'approbation de la modification budgétaire n°1 de l'exercice 2026, l'ensemble du chantier, et plus particulièrement les phases 3 et 6, sera considérablement impacté, compromettant considérablement le respect du planning initial ,

Considérant donc le caractère urgent et imprévisible de l'évènement nécessitant le recours à l'article 1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ,

Considérant que nous disposons d'un montant de 75 000 € à l'article 421/731BV-60 (projet 20200192) ,

Considérant que l'article 1311-5 du CDLD prévoit que le Conseil communal peut pourvoir à des dépenses réclamées par des circonstances impérieuses et imprévues, en prenant à ce sujet une résolution motivée ,

Considérant que le Règlement Général de Comptabilité Communale prévoit quant à lui, en son article 16, que doivent être inscrits à la plus proche séance du Conseil communal, les crédits budgétaires nécessaires pour couvrir les dépenses effectuées en vertu de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et celles effectuées par prélèvement d'office, ainsi que les crédits budgétaires afférents à des recettes imprévues ,

Considérant qu'il ne nous est plus possible de faire voter une modification budgétaire d'ici la fin de l'année ,

Considérant que la tutelle a été interrogée à ce sujet et nous a fait part de son accord préalable ,

Considérant que, sur base de ces éléments, il est proposé à votre assemblée de marquer son accord sur le recours à l'article 1311-5 du CDLD ,

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Considérant qu'il est proposé à votre assemblée d'approuver le recours à l'Intercommunale Ores, sur base de son droit d'exclusivité sur les réseaux, pour le déplacement de la conduite de gaz et d'approuver le recours à l'article 1311-5 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation afin de pourvoir à cette dépense via en partie le crédit inscrit au budget communal extraordinaire de l'exercice 2025, à l'article 421/731BV-60 (projet n° 20200192) ,

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ,

Attendu que le dossier a été transmis en date du 25 novembre 2025 ,

Vu l'avis de légalité favorable délivré par la Directrice financière en date du 26 novembre 2025 et joint à la présente délibération ,

A des voix ,

D E C I D E :

Article 1er - D'approuver le recours à l'Intercommunale Ores pour le déplacement de la conduite de gaz dans le cadre des travaux de réaménagement de la voirie et égouttage rue du Pont Bleu, place Valère Grimmonpont, rue Georges Desmet et rue du Trieu et ce, sur base de son droit d'exclusivité

Art 2 - De recourir à l'article 1311-5 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation afin de financer cette dépense

Art 3 - D'approuver le montant estimé de ce marché qui s'élève à 92 548,92 € hors TVA ou 111 984,20 €, 21% TVA comprise pour le déplacement de la conduite de gaz

Art 4 - De consulter ORES ASSETS, gestionnaire du réseau d'électricité et de gaz, afin qu'il remette offre pour ces travaux

Art 5 – De financer en partie la dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2025, à l'article 421/731BV-60 (projet n° 20200192)

Art 6 - La présente délibération ne sortira ses effets que lorsque les voies et moyens destinés au paiement de la dépense auront été complètement réunis et définitivement admis

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

La Bourgmestre,

N. BLANCKE

A. CLOET

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

MARCHÉS PUBLICS
OBSERVATIONS :
DATE : 16/12/25

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 15/12/2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

5ème OBJET : **DIVISION ADMINISTRATIVE 2 - MARCHE DE SERVICES - DÉSIGNATION D'UNE ÉQUIPE D'AUTEURS DE PROJET POUR UNE MISSION D'ÉTUDE ET DE SUIVI DE L'EXÉCUTION DE TRAVAUX DE CRÉATION D'ESPACES VERTS ET D'ADAPTATION DE VOIRIES EN MILIEU URBANISÉ DANS LE CONTEXTE D'ADAPTATION À LA CRISE CLIMATIQUE : VERDURISATION DU MONT-À-LEUX - APPROBATION DES MODIFICATIONS A APPORTER AU CAHIER DES CHARGES ET AUX CONDITIONS DU MARCHE.**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Conseil communal du 17 novembre 2025 approuvant les conditions, le cahier des charges, le montant estimé et le mode de passation du marché "Désignation d'une équipe d'auteurs de projet pour une mission d'étude et de suivi de l'exécution de travaux de création d'espaces verts et d'adaptation de voiries en milieu urbanisé dans le contexte d'adaptation à la crise climatique : verdurisation du Mont-à-Leux" ;

Vu le cahier des charges N° 2025-989 relatif à ce marché ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 382 644,63 € hors TVA ou 463 000,00 €, 21% TVA comprise ,

Vu l'avis de marché paru le 18 novembre 2025 au Journal Officiel de l'Union Européenne ,

Vu l'avis de marché du dossier n° 1393074 paru le 18 novembre 2025 au niveau national ,

Considérant que les offres doivent parvenir à l'administration au plus tard le 8 janvier 2026 à 14h00 ,

Considérant que le marché est donc actuellement en cours de publication ,

Considérant que 3 sociétés potentiellement intéressées à remettre une offre ont posé des questions à l'auteur de projet ,

Considérant que les questions portent principalement sur
- le montant estimé des travaux visés par la mission d'études ,
- l'exigence de disposer dans leur équipe d'un architecte ou d'un ingénieur civil architecte qui est inscrit à l'Ordre des architectes (sélection qualitative) ,

Considérant qu'il est demandé aux soumissionnaires de remettre dans leur offre un pourcentage d'honoraires sur le coût des travaux ,

Considérant qu'il est légitime qu'ils soient informés de l'ampleur des travaux afin qu'ils puissent fixer un pourcentage d'honoraires juste et équitable ,

Considérant qu'il est proposé d'indiquer dans le cahier des charges que le montant estimé des travaux s'élève à un montant de 5 785 123,97 € htva ou 7 000 000 € tvac, qu'il s'agit d'une estimation établie à titre indicatif, que ce montant n'a aucune valeur contractuelle et ne saurait engager la responsabilité du pouvoir adjudicateur au cas où ce montant ne serait pas atteint au décompte final ,

Considérant qu'en sélection qualitative, dans le cahier des charges, au niveau des exigences de capacité technique et professionnelle à exécuter le marché, il est demandé que l'équipe du soumissionnaire soit composée d'au moins un architecte ou un ingénieur civil architecte apte à déposer des permis ou autorisations nécessaires à la réalisation de travaux en voirie et ouvrage d'art et qu'il doit être membre de l'Ordre des Architectes de Belgique ou équivalent européen pour le personnel étranger ,

Considérant qu'il s'avère que le CoDT dispense les demandes de permis dont il est question dans le projet de la signature d'un architecte inscrit à l'Ordre ,

Considérant qu'il est donc proposé de retirer du cahier des charges cette exigence d'inscription à l'Ordre des architectes et que l'exigence d'un 'architecte ou ingénieur civil architecte' soit limitée à 'architecte ou ingénieur' ,

Considérant qu'en sélection qualitative, dans le cahier des charges, au niveau des exigences de capacité technique et professionnelle à exécuter le marché, il est demandé des références de projets menés à bien et qu'il est proposé d'ajouter la mention 'Réception provisoire accordée' ,

Considérant qu'il est proposé d'approuver les modifications à apporter au cahier des charges, de postposer la date d'ouverture des offres d'une semaine (vu les congés du bâtiment) et de publier un avis rectificatif ,

Considérant que ces modifications n'ont aucune incidence financière et que le montant estimé du marché reste le même que celui approuvé en séance du 17 novembre 2025 ,

Attendu que la présente décision n'appelle pas l'avis de légalité de la Directrice financière ,

Considérant l'absence d'avis de légalité de la Directrice financière ,

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

A des voix ;

DECIDE :

Article 1er - D'approuver le cahier des charges N° 2025-989 ci-joint, modifié selon les éléments cités ci-dessus Le montant estimé reste inchangé et s'élève à 382 644,63 € hors TVA ou 463 000,00 €, 21% TVA comprise

Art 2 - De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis rectificatif au niveau national et européen

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance

La Directrice générale,
N BLANCKE

La Présidente,
A CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A CLOET

MARCHÉS PUBLICS
OBSERVATIONS
DATE : 04/12/25

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 15/12/2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

6ème **OBJET :** **SERVICE URBANISME - MARCHE DE SERVICES - MARCHÉ DE SERVICES RELATIFS À LA RÉVISION COMPLÈTE D'UN SCHÉMA DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAL ET À LA RÉVISION COMPLÈTE D'UN GUIDE COMMUNAL D'URBANISME CONFORMÉMENT À LA LÉGISLATION RELATIVE À L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE – APPROBATION DES MODIFICATIONS A APPORTER AU CAHIER DES CHARGES ET AUX CONDITIONS DU MARCHE**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 41, §1, 1° (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 221.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Conseil communal du 17 novembre 2025 approuvant les conditions, le cahier des charges, le montant estimé et le mode de passation (procédure négociée directe avec publication préalable) du "Marché de services relatifs à la révision complète d'un schéma de développement communal et à la révision complète d'un guide communal d'urbanisme conformément à la législation relative à l'aménagement du territoire" ;

Vu le cahier des charges N° 2025-1016 relatif à ce marché ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Considérant que ce marché est divisé en deux lots comme suit
* Lot 1 (Révision complète d'un Schéma de Développement Communal (SDC)), estimé à 120 000,00 € hors TVA ou 145 200,00 €, 21% TVA comprise ,

* Lot 2 (Révision complète d'un Guide Communal d'Urbanisme (GCU)), estimé à 62 975,21 € hors TVA ou 76 200,00 €, 21% TVA comprise ,

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 182 975,21 € hors TVA ou 221 400,00 €, 21% TVA comprise ,

Vu l'avis de marché du dossier paru le 18 novembre 2025 au niveau national ,

Considérant que les offres doivent parvenir à l'administration au plus tard le 31 décembre 2025 à 17h00 ,

Considérant que le marché est donc actuellement en cours de publication ,

Considérant que le service urbanisme a été contacté par deux bureaux d'études de la région et que ceux-ci ont fait part de leur difficulté à remettre une offre au vu d'un des critères de sélection indiqué dans le cahier des charges ,

Attendu que le cahier des charges exige que le soumissionnaire démontre avoir réalisé au moins une prestation de services similaires (modification, réalisation ou adoption d'un schéma de développement communal) depuis juin 2017, pour un montant minimum de 100 000€ HTVA pour le lot 1 et au moins une prestation de services similaires (modification, réalisation ou adoption d'un guide communal d'urbanisme) depuis juin 2017, pour un montant minimum de 50 000€ HTVA pour le lot 2 ,

Considérant à juste titre qu'il est constaté que le montant minimum imposé pour ces références est trop élevé et que l'exigence même de fournir des références de prestations similaires est inadéquate , qu'en effet, depuis l'entrée en vigueur du CoDT, en juin 2017, il s'avère que très peu de communes wallonnes, qui plus est de taille équivalente à Mouscron, ont révisé leur SDC/GCU ou en ont réalisé un ,

Considérant par ailleurs que les délais de révision et d'adoption sont longs , qu'il faut compter en moyenne 2 à 3 ans , qu'il y a donc trop peu d'outils urbanistiques de ce type qui ont été adoptés depuis l'entrée en vigueur du CoDT ,

Considérant donc qu'il convient de supprimer ce critère de sélection relatif aux références similaires pour les deux lots afin de maximiser les chances d'obtenir des offres ,

Considérant que les services de la Région wallonne ont transmis au service urbanisme une version modifiée d'exemple de cahier des charges , que dans celle-ci les critères de sélection portent sur les éléments suivants « Vous devez démontrer votre aptitude à exercer l'activité professionnelle nécessaire à l'exécution du marché Cette aptitude est établie par l'agrément de type 1 exigé en exécution de l'article D.I 11 et de l'article R I 11 du CoDT » ,

Considérant que la loi sur les marchés publics impose de prévoir au minimum un critère de sélection dans une procédure avec publication, ce qui serait respecté puisque l'obtention de l'agrément exigé en exécution de l'article D I 11 et de l'article R I 11 du CoDT est demandé dans le cahier des charges du présent marché, pour les 2 lots ,

Considérant, au vu de ce qui précède, qu'il est proposé d'approuver les modifications à apporter au cahier des charges, de postposer la date d'ouverture des offres au 12 janvier 2026 et la date de présentation des offres au 22 janvier 2026 et de publier un avis rectificatif ,

Considérant que ces modifications n'ont aucune incidence financière et que le montant estimé du marché reste le même que celui approuvé en séance du 17 novembre 2025 ,

Attendu que la présente décision n'appelle pas l'avis de légalité de la Directrice financière ,

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Considérant l'absence d'avis de légalité de la Directrice financière ,

A des voix ;

DECIDE :

Article 1er - D'approuver le cahier des charges N° 2025-1016 ci-joint, modifié selon les éléments cités ci-dessus Le montant estimé reste inchangé et s'élève à 182 975,21 € hors TVA ou 221 400,00 €, 21% TVA comprise

Art 2 - De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis rectificatif au niveau national

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance

La Directrice générale,
N BLANCKE

La Présidente,
A CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N BLANCKE

La Bourgmestre,

A CLOET

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

MARCHÉS PUBLICS

DATE : 05/01/26

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 15 DECEMBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

7ème OBJET : **SERVICE PATRIMOINE - ASSURANCE - MARCHE DE SERVICES - SERVICES DE CONTRÔLES PÉRIODIQUES ET D'ENTRETIENS DES ASCENSEURS - APPROBATION DES CONDITIONS ET DU MODE DE PASSATION**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 143.000,00 €), et notamment les articles 2, 36° et 48 permettant une réalisation conjointe du marché pour le compte de plusieurs adjudicateurs ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant qu'il y a lieu de relancer un marché en vue de la désignation de prestataires de services qui effectueront le contrôle périodique et l'entretien des ascenseurs des différents bâtiments communaux ;

Considérant les besoins équivalents pour les ascenseurs des bâtiments du CPAS de Mouscron ;

Considérant que les achats collectifs peuvent permettre des économies considérables et une simplification administrative ;

Considérant l'opportunité de passer un marché conjoint entre la Ville de Mouscron et le CPAS de Mouscron ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Considérant qu'il s'agit d'un marché public conjoint pour lequel la Ville de Mouscron agirait comme pouvoir adjudicateur pilote, exécuterait la procédure et interviendrait au nom du CPAS de Mouscron à l'attribution du marché ,

Vu la décision du Bureau Permanent du CPAS de Mouscron du 19 novembre 2025 approuvant le lancement et les conditions du présent marché conjoint et désignant la Ville de Mouscron comme Pouvoir adjudicateur pilote ,

Vu le cahier des charges N° 2025-1023 relatif au marché "Services de contrôles périodiques et d'entretiens des ascenseurs" établi par la Ville de Mouscron ,

Considérant que le marché est prévu pour une durée de 48 mois ,

Considérant que ce marché est divisé en lots comme suit

* Lot **1** (Entretien des ascenseurs KONE), estimé à 28 103,91 € hors TVA ou 34 005,73 €, 21% TVA comprise ,

* Lot **2** (Entretien des ascenseurs STALIFT), estimé à 6 022,26 € hors TVA ou 6 383,60 €, 6% TVA comprise ,

* Lot **3** (Entretien des ascenseurs COOPMAN), estimé à 17 063,09 € hors TVA ou 20 646,34 €, 21% TVA comprise ,

* Lot **4** (Entretien des ascenseurs SCHINDLER), estimé à 20 074,22 € hors TVA ou 24 289,81 €, 21% TVA comprise ,

* Lot **5** (Entretien des ascenseurs THYSSEN KRUPP et FAIN), estimé à 4 014,84 € hors TVA ou 4 857,96 €, 21% TVA comprise ,

* Lot **6** (Entretien des ascenseurs de la Rénovation Urbaine du Centre de Mouscron), estimé à 18 066,80 € hors TVA ou 19 150,81 €, 6% TVA comprise ,

* Lot **7** (Entretien des Monte-Charges), estimé à 4 014,84 € hors TVA ou 4 857,96 €, 21% TVA comprise ,

* Lot **8** (Contrôles périodiques des ascenseurs), estimé à 32 640,00 € hors TVA ou 39 494,40 €, 21% TVA comprise ,

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 129 999,96 € hors TVA ou 153 686,61 €, TVA comprise pour 48 mois et pour les deux entités ,

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par une procédure négociée sans publication préalable ,

Considérant que le crédit permettant les dépenses pour la Ville de Mouscron est prévu au budget communal ordinaire de l'exercice 2026 et sera au budget communal ordinaire des exercices 2027 à 2030, aux articles correspondants ,

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ,

Attendu que le dossier a été transmis en date du 21 novembre 2025 ,

Vu l'avis de légalité favorable délivré par la Directrice financière en date du 24 novembre 2025 et joint à la présente délibération ,

A voix ,

D E C I D E :

Article 1er - D'approuver le cahier des charges N° 2025-1023 et le montant estimé du marché "Services de contrôles périodiques et d'entretiens des ascenseurs" Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics Le montant estimé s'élève à 129 999,96 € hors TVA ou 153 686,61 €, TVA comprise pour 48 mois et pour les deux entités

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Art 2 - De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable

Art 3 – La Ville de Mouscron est mandatée pour exécuter la procédure et pour intervenir, au nom du CPAS de Mouscron, à l'attribution du marché

Art 4 - En cas de litige concernant ce marché public, chaque pouvoir adjudicateur est responsable pour les coûts éventuels occasionnés par celui-ci, à concurrence de sa participation au marché

Art 5 - Copie de cette décision est transmise au CPAS de Mouscron

Art 6 - *De financer les dépenses pour la Ville de Mouscron par le crédit inscrit au budget communal* ordinaire de l'exercice 2026 et qui sera inscrit au budget communal ordinaire des exercices 2027 à 2030, aux articles correspondants

Art 7 – *La présente délibération* ne sortira ses effets que lorsque les voies et moyens destinés au paiement de la dépense auront été complètement réunis et définitivement admis

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance

La Directrice générale,
N BLANCKE

La Présidente,
A CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON · COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 15 DECEMBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SEANCE PUBLIQUE

8ème **OBJET : BUDGET DE L'EXERCICE 2026 – COMMUNICATION DE L'ARRETE D'APPROBATION DU 17 NOVEMBRE 2025 DU VICE-PRESIDENT ET MINISTRE DU TERRITOIRE, DES INFRASTRUCTURES, DE LA MOBILITE ET DES POUVOIRS LOCAUX.**

Le Conseil communal,

L'Assemblée prend connaissance de l'arrêté d'approbation du 17 novembre 2025 du Vice-Président et Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux, tel que repris ci-dessous :

Le Vice-Président et Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux,

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 7 ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, les articles L3111-1 à L3151-1 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2024 fixant la répartition des compétences entre Ministres et portant règlement du fonctionnement du Gouvernement ;

Vu le budget pour l'exercice 2026 de la Ville de Mouscron voté en séance du conseil communal en date du 13 octobre 2025 et parvenu complet à l'autorité de tutelle le 16 octobre 2025 ;

Vu l'avis du CRAC remis en date du 23 octobre 2025 qui se conclut en ces termes :

« Le Centre remet un avis favorable sur le budget initial de l'exercice 2026.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Motivations liées à l'avis :

- *le respect des principes d'association ;*
- *le budget initial 2026 présente un boni de 186.094,37 € à l'exercice propre et un strict équilibre au global, sans crédit spécial de recettes ;*
- *respect de l'équilibre au propre et au global dans la trajectoire 2027-2031 qui est validée par le Centre.*

Autres remarques :

- *le respect de la dotation à la Zone de Police pour 2026 fixée dans le plan de gestion ;*
- *le respect des principes d' utilisation des fonds propres ;*
- *le respect des inscriptions budgétaires pour les fonds de réserve et provisions ;*
- *le respect des ratios d'investissement ;*
- *le respect des balises des dépenses de personnel ;*
- *le respect des balises des dépenses de fonctionnement ;*
- *l'intégration des impacts liés à la mise en place d'un second pilier ;*
- *l'intégration des crédits liés au Plan Oxygène et le respect des obligations y liées.*

Néanmoins, il faut regretter :

- *les 2 ETP supplémentaires qui ne font pas partie des normes d'encadrement ne peuvent être validés. Le Centre invite la Ville de Mouscron à stabiliser son effectif. Une augmentation de 54,72 ETP est observée depuis 2023. Pour rappel, en avril 2024, le Centre avait marqué son accord pour des engagements supplémentaires à hauteur de 16 ETP en 2024 en lien avec une provision constituée dû aux résultats du compte 2023. Une analyse des départs et des engagements avait été réalisée et exposait une augmentation de 10 ETP sur la période 2025 - 2029. Nous constatons donc que l'augmentation est considérablement plus élevée que celle prévue en 2024. Nous marquons néanmoins notre accord sur les 9 ETP normés ou subsidiés ;*
- *le non-respect de la dotation au CPAS fixée dans le plan de gestion pour 2026 (dépassement de 1.382.001,58 €) ;*
- *le non-respect de la dotation à la ZS fixée dans te plan de gestion pour 2026 (dépassement de 268.391,87 €) ;*
- *le non-respect des objectifs établis dans le plan de gestion concernant les dépenses de personnel, de fonctionnement, de transferts et de dette, avec des dépassements justifiés principalement par l'indexation des salaires, la cotisation de responsabilisation, le financement du second pilier, les hausses de dotation aux entités consolidées, la hausse des coûts énergétiques ainsi que les charges engendrées par le Plan Oxygène. »*

Considérant que le budget est conforme à la loi et à l'intérêt général,

ARRETE :

Article 1er : Le budget pour l'exercice 2026 de la ville de Mouscron voté en séance du conseil communal en date du 13 octobre 2025 est approuvé comme suit :

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

SERVICE ORDINAIRE

Exercice propre	*Recettes*	*140.605.405,18*	*Résultats*	*186.094,37*
	Dépenses	*140.419.310,81*		
Exercices antérieurs	*Recettes*	*0,00*	*Résultats*	*-40.094,37*
	Dépenses	*40.094,37*		
Prélèvements	*Recettes*	*0,00*	*Résultats*	*-146.000,00*
	Dépenses	*146.000,00*		
Global	*Recettes*	*140.605.405,18*	*Résultats*	*0,00*
	Dépenses	*140.605.405,18*		

Solde des provisions et du fonds de réserve ordinaire après le présent budget :
- Provisions: 64.345.765,55 €
- Fonds de réserve : 0,00 €

SERVICE EXTRAORDINAIRE

Exercice propre	*Recettes*	*51.242.033,31*	*Résultats*	*-3.490.246,34*
	Dépenses	*54.732.279,65*		
Exercices antérieurs	*Recettes*	*959.308,45*	*Résultats*	*517.748,45*
	Dépenses	*441.560,00*		
Prélèvements	*Recettes*	*4.055.246,34*	*Résultats*	*3.511.246,34*
	Dépenses	*544.000,00*		
Global	*Recettes*	*56.256.588,10*	*Résultats*	*538.748,45*
	Dépenses	*55.717.839,65*		

Solde des fonds de réserve extraordinaires après le présent budget :
- Fonds de réserve extraordinaire : 1.129.686,36 €
- Fonds de réserve extraordinaire FRIC 2013 - 2016 : 0,00 €
- Fonds de réserve extraordinaire FRIC 2017 - 2018 : 0,00 €
- Fonds de réserve extraordinaire FRIC 2019 - 2021 : 0,00 €
- Fonds de réserve extraordinaire FRIC 2022 - 2024 : 0,00 €
- Fonds de réserve extraordinaire PIMACI : 277.261,07 €

Art. 2 : L'attention des autorités communales est attirée sur l'élément suivant :
- *Les crédits relatifs au plan oxygène tels qu'inscrits dans vos documents budgétaires sont admis provisoirement et sont conditionnés à la décision définitive du Gouvernement wallon sur le plan oxygène ;*
- *Le résultat général du service extraordinaire s'élève à un montant toujours élevé de 538 748,45 € ; il est par conséquent nécessaire d'identifier et justifier ce boni pour une utilisation future, via une réaffectation de celui-ci au fonds de réserves extraordinaires en vue du financement de prochains investissements ; le cas échéant, il convient de porter en non-valeurs, dûment justifiées, les éventuels droits constatés devenus sans objet ;*
- *Il vous est recommandé d'être attentifs aux remarques formulées par le CRAC dans son rapport visé supra et de mettre tout en œuvre pour vous conformer aux attentes de ce dernier.*

Art. 3 : Mention de cet arrêté est portée au registre des délibérations en marge de l'acte concerné.

Art. 4 : Le présent arrêté est publié par extrait au moniteur belge.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Art. 5 : Le présent arrêté sera notifié, pour exécution, au Collège communal. Il est communiqué par le Collège communal au Conseil communal et à la Directrice financière conformément à l'article 4, alinéa 2, du Règlement général de la comptabilité communale.

Art. 6 : Le présent arrêté est notifié pour information au Centre Régional d'Aide aux Communes.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 15 DÉCEMBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

MME ~~VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

9ème **OBJET : TAXE ADDITIONNELLE A L'IMPOT DES PERSONNES PHYSIQUES – COURRIER EXECUTOIRE – COMMUNICATION.**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu la délibération du Conseil communal du 13 octobre 2025 portant sur le taux de la taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques transmise à l'autorité de tutelle ;

Vu l'article 4 du Règlement général de la comptabilité communale qui dispose que toute décision de l'autorité de tutelle est communiquée par le Collège communal au Conseil communal et au Directeur financier communal ;

Il est porté à la connaissance des membres du Conseil communal le courrier daté du 6 novembre 2025 du Service Public de Wallonie Intérieur et Action sociale, Département des finances locales, Direction de la tutelle financière, nous informant que la délibération précitée n'appelle aucune mesure de tutelle et qu'elle est donc devenue pleinement exécutoire.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 15 DÉCEMBRE 2025

PROJET

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

MME ~~VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

SÉANCE PUBLIQUE

10ème **OBJET : TAXE ADDITIONNELLE AU PRECOMPTE IMMOBILIER – COURRIER EXECUTOIRE – COMMUNICATION.**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu la délibération du Conseil communal du 13 octobre 2025 portant sur le taux de la taxe additionnelle au précompte immobilier transmise à l'autorité de tutelle ;

Vu l'article 4 du Règlement général de la comptabilité communale qui dispose que toute décision de l'autorité de tutelle est communiquée par le Collège communal au Conseil communal et au Directeur financier communal ;

Il est porté à la connaissance des membres du Conseil communal le courrier daté du 6 novembre 2025 du Service Public de Wallonie Intérieur et Action sociale, Département des finances locales, Direction de la tutelle financière, nous informant que la délibération précitée n'appelle aucune mesure de tutelle et qu'elle est donc devenue pleinement exécutoire.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

N. BLANCKE

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 15 DECEMBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAELLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

SEANCE PUBLIQUE

11ème **OBJET : REGLEMENTS FISCAUX (6) – TAXES – EXERCICES 2026 À 2031 INCLUS – COMMUNICATION DE L'ARRETE D'APPROBATION DU 19 NOVEMBRE 2025 DU VICE-PRESIDENT ET MINISTRE DU TERRITOIRE, DES INFRASTRUCTURES, DE LA MOBILITE ET DES POUVOIRS LOCAUX.**

Le Conseil communal,

L'Assemblée prend connaissance de l'arrêté d'approbation du 19 novembre 2025 du Vice-Président et Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux, tel que repris ci-dessous :

Le Vice-Président et Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux,

Vu la Constitution, les articles 41, 162 et 170 ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 7 ;

Vu la loi du 18 juin 2018 portant dispositions diverses en matière de droit civil et des dispositions en vue de promouvoir des formes alternatives de résolution des litiges modifiant la loi du 15 mai 1987 relative aux noms et prénoms ;

Vu loi du 7 janvier 2024 modifiant l'ancien Code civil et le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe en vue d'assouplir la procédure de changement de nom, publiée au Moniteur belge du 19.01.2024, p. 7479 et suivantes ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, les articles L3111-1 à L3151-1 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2024 fixant la répartition des compétences entre Ministres et portant règlement du fonctionnement du Gouvernement ;

Vu les recommandations émises par la circulaire du 11 septembre 2025 relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne, pour l'année 2026 ;

Vu les délibérations du 13 octobre 2025 reçues le 20 octobre 2025 par lesquelles le conseil communal de MOUSCRON établit les règlements-fiscaux suivants ;

Taxe communale sur les loges foraines et les loges mobiles	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Taxe annuelle directe à charge des exploitants d'un cannabis shop sur le territoire de la commune pendant l'exercice d'imposition	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Taxe sur les véhicules isolés abandonnés	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Taxe communale sur les demandes de changement de nom(s)	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Impôt annuel à charge des personnes qui exploitent, sur le territoire de la commune, un débit de boissons fermentées et/ou spiritueuses	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Taxe annuelle directe à charge des exploitants d'un commerce de nuit sur le territoire de la commune pendant l'exercice d'imposition	*Exercices 2026 à 2031 inclus*

Considérant que les décisions du conseil communal de MOUSCRON du 13 octobre 2025 susvisées sont conformes à la loi et à l'intérêt général,

ARRETE :

Article 1er : Les délibérations du 13 octobre 2025 par lesquelles le Conseil communal de Mouscron établit les règlements-fiscaux suivants sont approuvés :

Taxe communale sur les loges foraines et les loges mobiles	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Taxe annuelle directe à charge des exploitants d'un cannabis shop sur le territoire de la commune pendant l'exercice d'imposition	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Taxe sur les véhicules isolés abandonnés	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Taxe communale sur les demandes de changement de nom(s)	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Impôt annuel à charge des personnes qui exploitent, sur le territoire de la commune, un débit de boissons fermentées et/ou spiritueuses	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Taxe annuelle directe à charge des exploitants d'un commerce de nuit sur le territoire de la commune pendant l'exercice d'imposition	*Exercices 2026 à 2031 inclus*

Art. 2 : L'attention des autorités communales est attirée sur le fait que, à la suite de l'évolution de la jurisprudence du Conseil d'Etat, il y a lieu de soigner particulièrement la motivation des règlements redevances (dans le préambule de la délibération) lorsque le conseil communal prévoit des taux préférentiels ou des exonérations. Tel est le cas notamment au sein de l'article 4 de la délibération relative à l'impôt annuel à charge des personnes qui exploitent, sur le territoire de la commune, un débit de boissons fermentées et/ou spiritueuses qui prévoit une exonération pour les redevables ouvrant un débit après le 1er octobre de l'exercice. En effet, ce n'est qu'au travers de ces justifications objectives que le juge ou l'autorité de tutelle pourront évaluer la pertinence des différences de traitement qui sont créées par le règlement.

Art. 3 : Mention de cet arrêté est portée au registre des délibérations du conseil communal en marge des actes concernés.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Art. 4 : Le présent arrêté est publié par extrait au Moniteur belge.

Art. 5 : Le présent arrêté est notifié au Collège communal. Il sera communiqué par le Collège communal au Conseil communal et au Directeur financier conformément à l'article 4, alinéa 2, du Règlement général de la comptabilité communale.

Art. 6 : Le présent arrêté est notifié pour information au CRAC.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 15 DECEMBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SEANCE PUBLIQUE

12ème **OBJET : REGLEMENTS FISCAUX (20) – TAXES – EXERCICES 2026 À 2031 INCLUS – COURRIER EXECUTOIRE PAR EXPIRATION DU DÉLAI - COMMUNICATION.**

Le Conseil communal,

L'Assemblée prend connaissance du courrier exécutoire reçu le 21 novembre 2025 du SPW Intérieur et Action sociale, Département des finances locales, Direction de la tutelle financière, tel que repris ci-dessous :

Aux Membres du Collège communal,

J'ai l'honneur de vous informer que ce dossier, contenant les règlements fiscaux suivants, est devenu exécutoire par expiration du délai de tutelle en date du 20 novembre 2025 :

Impôt communal sur la collecte et le traitement des déchets d'origine ménagère	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Taxe communale annuelle sur l'entretien des moyens d'évacuation des eaux usées (égouts)	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Impôt sur l'ouverture tardive des débits de boissons	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Impôt communal annuel sur les panneaux publicitaires existant au 1er janvier de l'exercice d'imposition	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Taxe communale sur les enseignes et publicités assimilées directement ou indirectement lumineuses ou non lumineuse de quelque nature qu'elles soient	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Taxe annuelle sur les enseignes et publicités assimilées obsolètes	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Taxe communale sur l'usage de la voie publique à des fins de publicité	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Taxe communale indirecte sur la distribution gratuite, à domicile, d'écrits et d'échantillons non adressés qu'ils soient publicitaires ou émanant de la presse régionale gratuite	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Impôt annuel sur les agences de paris aux courses de chevaux et sur les succursales de ces agences	*Exercices 2026 à 2031 inclus*

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Taxe annuelle sur les clubs privés	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Taxe communale sur les séjours	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Taxe sur les moteurs quel que soit le fluide ou la source d'énergie qui les actionnent	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Taxe communale sur les inhumations, dispersions et conservations des cendres en columbarium	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Taxe communale directe sur les immeubles bâtis inoccupés et/ou délabrés	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Taxe annuelle sur les établissements bancaires	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Taxe annuelle sur les surfaces commerciales accessibles au public	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Taxe sur l'absence d'emplacement de parcage	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Taxe communale annuelle sur les secondes résidences situées sur le territoire de l'entité	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Taxe communale directe à charge des exploitants d'un phone-shop établi sur le territoire de la Commune au 1er janvier de l'exercice d'imposition	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Taxe communale sur les établissements dangereux, insalubres et incommodes ainsi que sur les établissements classés en vertu de la législation relative au permis d'environnement	*Exercices 2026 à 2031 inclus*

J'attire néanmoins l'attention des autorités communales sur les éléments suivants :

- *Qu'une incohérence est à signaler au sein de l'article 5 de la délibération relative à la taxe communale directe sur les immeubles bâtis inoccupés et/ou délabrés. En effet, en ce qui concerne les constats effectués annuellement à compter du deuxième constat, le §1 prévoit en son point C que celui-ci sera réalisé « dans un délai minimal de 12 mois » tandis que le §3 indique que celui-ci aura lieu «annuellement, au plus tôt 6 mois après l'établissement du constat précédent». ;*
- *Concernant la délibération relative à l'impôt communal sur la collecte et le traitement des déchets d'origine ménagère, il conviendra à l'avenir, dans le respect de l'article L3321-6 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, de ne plus prévoir à la fois l'envoi d'une déclaration au redevable et le recensement des éléments nécessaires par l'administration mais d'opter uniquement pour l'une ou l'autre de ces deux procédures.*

Veuillez recevoir, chers Membres du Collège communal, l'assurance de ma considération distinguée.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 15 DECEMBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

SEANCE PUBLIQUE

13ème **OBJET : REGLEMENTS FISCAUX (16) – REDEVANCES – EXERCICES 2026 À 2031 INCLUS – COMMUNICATION DE L'ARRETE D'APPROBATION DU 18 NOVEMBRE 2025 DU VICE-PRESIDENT ET MINISTRE DU TERRITOIRE, DES INFRASTRUCTURES, DE LA MOBILITE ET DES POUVOIRS LOCAUX.**

Le Conseil communal,

L'Assemblée prend connaissance de l'arrêté d'approbation du 18 novembre 2025 du Vice-Président et Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux, tel que repris ci-dessous :

Le Vice-Président et Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux,

Vu la Constitution, les articles 41, 162 et 173 ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 7 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L3111-1 à L3151-1 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2024 fixant la répartition des compétences entre Ministres et portant règlement du fonctionnement du Gouvernement ;

Vu les recommandations émises par la circulaire du 11 septembre 2025 relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne, pour l'année 2026 ;

Vu les délibérations du 13 octobre 2025 reçues le 20 octobre 2025 par lesquelles le conseil communal de MOUSCRON établit les règlements-fiscaux suivants ;

Redevance communale sur les repas scolaires servis dans les écoles communales de l'entité de Mouscron	*Exercices 2026 à 2031 inclus*

Redevance communale pour l'accès aux Activités séniors organisées par le Service des Affaires Sociales et de la Santé de la Ville de Mouscron	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur les droits d'entrées au "Centre Marcel Marlier Dessine-moi Martine"	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale pour la réservation de mariages dans un lieu extérieur public dont la commune n'a pas l'usage exclusif autre que la maison communale ou les antennes administratives de Luingne, Herseaux et Dottignies	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur la location de l'ancienne piscine	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur la location de la salle polyvalente du Foyer à Dottignies	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur la location de salles au Centr'expo	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance d'occupation de la cour basse du Site du "Château des Comtes"	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur la location des différentes salles de l'Hôtel de Ville	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur la location de salles au Centre Marius Staquet	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur la location de la salle polyvalente " La Grange"	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur la location du Parc des pères Barnabites	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur la location des salles de la Maison des associations	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur la location du réfectoire de I'ICET	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur la location du réfectoire du Centre Educatif Européen	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur la vente de sacs poubelles à l'effigie de la Ville à destination de la collecte des déchets ménagers résiduels en porte à porte ainsi que sur l'ouvertures des points d'apport volontaire	*Exercices 2026 à 2031 inclus*

Considérant que les décisions du conseil communal de MOUSCRON du 13 octobre 2025 susvisées sont conformes à la loi et à l'intérêt général,

ARRETE :

Article 1er : Les délibérations du 13 octobre 2025 par lesquelles le Conseil communal de Mouscron établit les règlements-fiscaux suivants sont approuvés :

Redevance communale sur les repas scolaires servis dans les écoles communales de l'entité de Mouscron	*Exercices 2026 à 2031 inclus*

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Redevance communale pour l'accès aux Activités séniors organisées par le Service des Affaires Sociales et de la Santé de la Ville de Mouscron	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur les droits d'entrées au "Centre Marcel Marlier Dessine-moi Martine"	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale pour la réservation de mariages dans un lieu extérieur public dont la commune n'a pas l'usage exclusif autre que la maison communale ou les antennes administratives de Luingne, Herseaux et Dottignies	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur la location de l'ancienne piscine	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur la location de la salle polyvalente du Foyer à Dottignies	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur la location de salles au Centr'expo	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance d'occupation de la cour basse du Site du "Château des Comtes"	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur la location des différentes salles de l'Hôtel de Ville	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur la location de salles au Centre Marius Staquet	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur la location de la salle polyvalente " La Grange"	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur la location du Parc des pères Barnabites	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur la location des salles de la Maison des associations	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur la location du réfectoire de I'ICET	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur la location du réfectoire du Centre Educatif Européen	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur la vente de sacs poubelles à l'effigie de la Ville à destination de la collecte des déchets ménagers résiduels en porte à porte ainsi que sur l'ouvertures des points d'apport volontaire	*Exercices 2026 à 2031 inclus*

Art. 2 : L'attention des autorités communales est attirée sur le fait qu'il conviendrait à l'avenir, au sein de la délibération relative à la redevance communale pour la réservation de mariages dans un lieu extérieur public dont la commune n'a pas l'usage exclusif autre que la maison communale ou les antennes administratives de Luingne, Herseaux et Dottignies, les modalités de paiement relatives à cette redevance.

Art. 3 : Mention de cet arrêté est portée au registre des délibérations du conseil communal en marge des actes concernés.

Art. 4 : Le présent arrêté est publié par extrait au Moniteur belge.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Art. 5 : Le présent arrêté est notifié au Collège communal. Il sera communiqué par le Collège communal au Conseil communal et au Directeur financier conformément à l'article 4, alinéa 2, du Règlement général de la comptabilité communale.

Art. 6 : Le présent arrêté est notifié pour information au CRAC.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 15 DECEMBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SEANCE PUBLIQUE

14ème **OBJET : REDEVANCE COMMUNALE SUR LES DROITS D'ENTREE AU MUSEE DE FOLKLORE – COMMUNICATION DE L'ARRETE D'APPROBATION DU 18 NOVEMBRE 2025 DU VICE-PRESIDENT ET MINISTRE DU TERRITOIRE, DES INFRASTRUCTURES, DE LA MOBILITE ET DES POUVOIRS LOCAUX.**

Le Conseil communal,

L'Assemblée prend connaissance de l'arrêté d'approbation du 18 novembre 2025 du Vice-Président et Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux, tel que repris ci-dessous :

Le Vice-Président et Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux,

Vu la Constitution, les articles 41, 162 et 173 ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 7 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L3111-1 à L3151-1 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2024 fixant la répartition des compétences entre Ministres et portant règlement du fonctionnement du Gouvernement ;

Vu la délibération du 13 octobre 2025 reçue le 20 octobre 2025 par laquelle le conseil communal de MOUSCRON établit, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une redevance communale sur les droits d'entrée au musée de Folklore ;

Considérant que l'article 3.5 de la délibération dont objet dispose que l'organisation d'événementiels « sera soumis à un droit de participation dont le montant dépendra de l'animation proposée » ;

Considérant que la notion de redevance se caractérise par deux éléments essentiels :

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

- *Le paiement fait par le particulier est dû à la suite d'un service rendu par la commune et presté à son bénéfice personnel, que ce service soit demandé librement par le particulier ou lui soit imposé par une réglementation quelconque ;*
- *Le coût du service rendu doit être répercuté sur le particulier bénéficiaire du service. Il doit donc y avoir une adéquation, une correspondance entre le coût réel du service et la redevance demandée, ce qui n'exclut pas l'établissement de forfaits pour la récupération de montants peu élevés ;*

Considérant que, s'agissant d'une redevance, la solution de principe est le vote d'un règlement prévoyant la récupération des dépenses en fonction des frais réels exposés par la commune ; Que néanmoins, par souci de pragmatisme, la jurisprudence autorise une facturation sur base d'un ou de plusieurs forfaits afin d'éviter que les communes qui ne le souhaiteraient pas, ne soient pas obligées d'établir, dans chaque cas d'espèce, un décompte des frais ;

Considérant qu'en l'occurrence, l'article susvisé ne contient aucun élément matériel qui permettrait de déterminer que le montant qui sera réclamé au redevable ; Qu'il ne respecte donc pas l'exigence rappelée ci-dessus, ce qui porte atteinte à la notion de redevance telle qu'elle résulte de l'article 173 de la Constitution et de son interprétation par la jurisprudence constante du Conseil d'Etat et de la Cour de cassation ;

Considérant que l'article susvisé ne réunit pas tous les éléments essentiels de l'impôt ;

Considérant que pour le surplus, la décision du conseil communal de MOUSCRON du 13 octobre 2025 susvisée est conforme à la loi et à l'intérêt général,

ARRETE :

Article 1er : La délibération du 13 octobre 2025 par laquelle le conseil communal de MOUSCRON établit, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une redevance communale sur les droits d'entrée au musée de Folklore EST APPROUVEE A L'EXCEPTION DE L'ARTICLE 3.5.

Art. 2 : Un recours en annulation est ouvert contre cette décision devant section du contentieux administratif du Conseil d'Etat.

A cet effet, une requête en annulation doit être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat http://eproadmin.raadvst-consetat.be dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui vous est faite de la présente.

Art. 3 : Mention de cet arrêté est portée au registre des délibérations du conseil communal en marge de l'acte concerné.

Art. 4 : Le présent arrêté est publié par extrait au Moniteur belge.

Art. 5 : Le présent arrêté est notifié au Collège communal. Il sera communiqué par le Collège communal au Conseil communal et au Directeur financier conformément à l'article 4, alinéa 2, du Règlement général de la comptabilité communale.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Art. 6 : Le présent arrêté est notifié pour information au CRAC.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 15 DECEMBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SEANCE PUBLIQUE

15ème **OBJET : REGLEMENTS FISCAUX (20) – REDEVANCES – EXERCICES 2026 À 2031 INCLUS – COMMUNICATION DE L'ARRETE D'APPROBATION DU 19 NOVEMBRE 2025 DU VICE-PRESIDENT ET MINISTRE DU TERRITOIRE, DES INFRASTRUCTURES, DE LA MOBILITE ET DES POUVOIRS LOCAUX.**

Le Conseil communal,

L'Assemblée prend connaissance de l'arrêté d'approbation du 19 novembre 2025 du Vice-Président et Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux, tel que repris ci-dessous :

Le Vice-Président et Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux,

Vu la Constitution, les articles 41, 162 et 173 ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 7 ;

Vu la loi du 18 juin 2018 portant dispositions diverses en matière de droit civil et des dispositions en vue de promouvoir des formes alternatives de résolution des litiges modifiant la loi du 15 mai 1987 relative aux noms et prénoms ;

Vu le Code du Développement Territorial ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, les articles L1232-1 à L1232-32 et L3111-1 à L3151-1 ;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif aux permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 relatif au permis de location, l'article 5 ;

Vu la circulaire du 11 juillet 2018 relative à la loi du 18 juin 2018 portant dispositions diverses en matière de droit civil et des dispositions en vue de promouvoir des formes alternatives de résolution des litiges, en ce qu'elle transfère la compétence en matière de changement de prénoms aux officiers de l'état civil et en règle les conditions et la procédure ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2024 fixant la répartition des compétences entre Ministres et portant règlement du fonctionnement du Gouvernement ;

Vu les recommandations émises par la circulaire du 11 septembre 2025 relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne, pour l'année 2026 ;

Vu les délibérations du 13 octobre 2025 reçues le 20 octobre 2025 par lesquelles le conseil communal de MOUSCRON établit les règlements-fiscaux suivants ;

Redevance communale sur les concessions dans les cimetières communaux, ainsi que sur les ouvertures, fermetures et vente de caveaux	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Droits de place sur les emplacements aux foires, ducasses, fêtes de quartier, kermesses, etc.	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur l'utilisation des bornes électriques de la Grand'Place et de la consommation d'eau à Mouscron	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur la délivrance de tous documents administratifs quelconques	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur la délivrance de documents et de renseignements en matière d'urbanisme et du service des archives	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance du chef de l'occupation temporaire du domaine public à des fins privées de toute nature	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance pour occupation de la voie publique à des fins commerciales	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale relative à la délivrance de la plaque d'identification des taxis en activité sur l'entité de Mouscron	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur les prestations exceptionnelles effectuées par le personnel communal hors des missions d'un service public	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance sur la réalisation de travaux d'impressions ou de photocopies par l'Administration communale	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur les emplacements aux marchés publics	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur l'occupation du domaine public par des gens du cirque	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance relative aux frais de séjour au centre d'accueil La Farandole	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance relative aux frais de séjour au centre d'accueil de la Maison maternelle	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance relative aux frais de pension à l'internat Pierre de Coubertin pour les enfants de l'Ecole des Sports	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur la location à des tiers de l'internat de l'Ecole des Sports	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance sur la location de l'infrastructure sportive communale	*Exercices 2026 à 2031 inclus*

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Redevance communale sur l'inscription aux stages sportifs organisés par le Service des Sports de la Ville de Mouscron	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance relative aux frais de participation aux activités sportives extrascolaires pour les enfants inscrits à l'Ecole des Sports	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance relative à la participation financière des parents en accueil extra-scolaire	*Exercices 2026 à 2031 inclus*

Considérant que les décisions du conseil communal de MOUSCRON du 13 octobre 2025 susvisées sont conformes à la loi et à l'intérêt général,

ARRETE :

Article 1er : Les délibérations du 13 octobre 2025 par lesquelles le Conseil communal de Mouscron établit les règlements-fiscaux suivants sont approuvés :

Redevance communale sur les concessions dans les cimetières communaux, ainsi que sur les ouvertures, fermetures et vente de caveaux	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Droits de place sur les emplacements aux foires, ducasses, fêtes de quartier, kermesses, etc.	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur l'utilisation des bornes électriques de la Grand'Place et de la consommation d'eau à Mouscron	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur la délivrance de tous documents administratifs quelconques	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur la délivrance de documents et de renseignements en matière d'urbanisme et du service des archives	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance du chef de l'occupation temporaire du domaine public à des fins privées de toute nature	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance pour occupation de la voie publique à des fins commerciales	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale relative à la délivrance de la plaque d'identification des taxis en activité sur l'entité de Mouscron	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur les prestations exceptionnelles effectuées par le personnel communal hors des missions d'un service public	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance sur la réalisation de travaux d'impressions ou de photocopies par l'Administration communale	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur les emplacements aux marchés publics	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur l'occupation du domaine public par des gens du cirque	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance relative aux frais de séjour au centre d'accueil La Farandole	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance relative aux frais de séjour au centre d'accueil de la Maison maternelle	*Exercices 2026 à 2031 inclus*

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Redevance relative aux frais de pension à l'internat Pierre de Coubertin pour les enfants de l'Ecole des Sports	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur la location à des tiers de l'internat de l'Ecole des Sports	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance sur la location de l'infrastructure sportive communale	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur l'inscription aux stages sportifs organisés par le Service des Sports de la Ville de Mouscron	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance relative aux frais de participation aux activités sportives extrascolaires pour les enfants inscrits à l'Ecole des Sports	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance relative à la participation financière des parents en accueil extra-scolaire	*Exercices 2026 à 2031 inclus*

Art. 2 : L'attention des autorités communales est attirée sur le fait qu'il conviendrait à l'avenir, en conformité avec la législation en la matière, de préciser que la redevance sur les ouvertures et fermetures de concessions prévues par la délibération relative à la redevance communale sur les concessions dans les cimetières communaux, ainsi que sur les ouvertures, fermetures et vente de caveaux ne peut être perçue qu'en dehors de toute procédure d'inhumation ou d'exhumation.

Art. 3 : Mention de cet arrêté est portée au registre des délibérations du conseil communal en marge des actes concernés.

Art. 4 : Le présent arrêté est publié par extrait au Moniteur belge.

Art. 5 : Le présent arrêté est notifié au Collège communal. Il sera communiqué par le Collège communal au Conseil communal et au Directeur financier conformément à l'article 4, alinéa 2, du Règlement général de la comptabilité communale.

Art. 6 : Le présent arrêté est notifié pour information au CRAC.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 15 DECEMBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SEANCE PUBLIQUE

16ème **OBJET : REGLEMENTS FISCAUX (20) – REDEVANCES – EXERCICES 2026 À 2031 INCLUS – COMMUNICATION DE L'ARRETE D'APPROBATION DU 19 NOVEMBRE 2025 DU VICE-PRESIDENT ET MINISTRE DU TERRITOIRE, DES INFRASTRUCTURES, DE LA MOBILITE ET DES POUVOIRS LOCAUX.**

Le Conseil communal,

L'Assemblée prend connaissance de l'arrêté d'approbation du 19 novembre 2025 du Vice-Président et Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux, tel que repris ci-dessous :

Le Vice-Président et Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux,

Vu la Constitution, les articles 41, 162 et 173 ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 7 ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, les articles L1232-1 à L1232-32 et L3111-1 à L3151-1 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2024 fixant la répartition des compétences entre Ministres et portant règlement du fonctionnement du Gouvernement ;

Vu les recommandations émises par la circulaire du 11 septembre 2025 relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne, pour l'année 2026 ;

Vu les délibérations du 13 octobre 2025 reçues le 20 octobre 2025 par lesquelles le conseil communal de MOUSCRON établit les règlements-fiscaux suivants ;

Redevance communale sur la location de divers instruments de musique aux élèves de l'Académie de Musique, Théâtre, Danse et Beaux-Arts	*Exercices 2026 à 2031 inclus*

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Redevance communale sur les réalisations de l'atelier de publicité et de lettrage	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur la location des « jeux anciens »	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur la location du matériel d'animation par le Service jeunesse de l'administration communale	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur la location de matériel par le Service Accueil Temps Libre	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur la location de matériel	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale relative à la formation des animateurs en centres de vacances	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur les repas pris par les moniteurs durant les plaines de vacances	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance sur les activités scolaires organisées pour les élèves inscrits dans les écoles communales	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur les animations dispensées par le service Archives de l'Administration communale	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur le tarif horaire pour le transport d'enfants vers l'asbl La Grande Ourse	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur le transport et l'entrée des élèves des écoles communales à la Piscine de Mouscron	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur le tarif kilométrique pour les mouvements de jeunesse de Mouscron	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur les dératisations	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur les réfections des trottoirs	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur le ramassage des déchets verts à domicile	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur les prestations fournies par le personnel de la commune à l'occasion de l'enlèvement, du traitement et de la mise en décharge des déchets ménagers assimilés effectués dans le cadre du service extraordinaire de ramassage de déchets	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance relative aux frais d'enlèvement et de conservation des biens trouvés sur la voie publique en exécution de jugements d'expulsion	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur la vidange de conteneurs 1100 L mis à disposition par la Ville de Mouscron pour la collecte de papier et carton aux collectivités sur le territoire de la commune	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur les exhumations de confort	*Exercices 2026 à 2031 inclus*

Considérant que les décisions du conseil communal de MOUSCRON du 13 octobre 2025 susvisées sont conformes à la loi et à l'intérêt général,

ARRETE :

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Article 1er : Les délibérations du 13 octobre 2025 par lesquelles le Conseil communal de Mouscron établit les règlements-fiscaux suivants sont approuvés :

Redevance communale sur la location de divers instruments de musique aux élèves de l'Académie de Musique, Théâtre, Danse et Beaux-Arts	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur les réalisations de l'atelier de publicité et de lettrage	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur la location des « jeux anciens »	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur la location du matériel d'animation par le Service jeunesse de l'administration communale	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur la location de matériel par le Service Accueil Temps Libre	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur la location de matériel	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale relative à la formation des animateurs en centres de vacances	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur les repas pris par les moniteurs durant les plaines de vacances	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance sur les activités scolaires organisées pour les élèves inscrits dans les écoles communales	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur les animations dispensées par le service Archives de l'Administration communale	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur le tarif horaire pour le transport d'enfants vers l'asbl La Grande Ourse	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur le transport et l'entrée des élèves des écoles communales à la Piscine de Mouscron	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur le tarif kilométrique pour les mouvements de jeunesse de Mouscron	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur les dératisations	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur les réfections des trottoirs	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur le ramassage des déchets verts à domicile	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur les prestations fournies par le personnel de la commune à l'occasion de l'enlèvement, du traitement et de la mise en décharge des déchets ménagers assimilés effectués dans le cadre du service extraordinaire de ramassage de déchets	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance relative aux frais d'enlèvement et de conservation des biens trouvés sur la voie publique en exécution de jugements d'expulsion	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur la vidange de conteneurs 1100 L mis à disposition par la Ville de Mouscron pour la collecte de papier et carton aux collectivités sur le territoire de la commune	*Exercices 2026 à 2031 inclus*
Redevance communale sur les exhumations de confort	*Exercices 2026 à 2031 inclus*

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Art. 2 : L'attention des autorités communales est attirée sur le fait que, concernant la redevance communale sur les exhumations de confort, il conviendrait à l'avenir de préciser, conformément aux dispositions légales en la matière, que l'exhumation de corps ne peut être réalisée que par une entreprise privée spécialisée et que partant, la somme réclamée dans le cadre de cette prestation, couvre uniquement les frais liés aux travail administratif et de surveillance réalisé par le personnel communal.

Art. 3 : Mention de cet arrêté est portée au registre des délibérations du conseil communal en marge des actes concernés.

Art. 4 : Le présent arrêté est publié par extrait au Moniteur belge.

Art. 5 : Le présent arrêté est notifié au Collège communal. Il sera communiqué par le Collège communal au Conseil communal et au Directeur financier conformément à l'article 4, alinéa 2, du Règlement général de la comptabilité communale.

Art. 6 : Le présent arrêté est notifié pour information au CRAC.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

CM

SÉANCE DU 15 DECEMBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. F.F. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAELLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE.

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

17.. ème **OBJET : COMPTABILITE COMMUNALE – PROCES VERBAL DE SITUATION DE CAISSE - VISA**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1124-42 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 05 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, spécialement en son article 77 et suivants ;

Vu la décision du Collège communal du 3 décembre 2024 par laquelle il délègue à Madame Ann CLOET, Bourgmestre ayant notamment en charge les Finances, la compétence du Collège communal pour vérifier les situations de caisse établies par la Directrice financière et ce, pour toute la durée de la mandature 2024-2030 ;

A ... voix ;

VISE :

Sans observation le procès-verbal de la vérification de la caisse communale établi au 31 octobre 2025 laissant apparaître les montants suivants :

Caisse	18.144,62 €
Comptes courants Belfius	1.071.010,96 €
Comptes courants/dépôts CPH et ING	1.120.924,96 €
Placements et dossier-titres	46.187.078,08 €
Compte Fonds emprunts et subsides	0,00 €
Comptes ouvertures de crédit (emprunts)	-2.593.158,59 €
Paiements en cours/Virements internes	- 20.743,38 €
AVOIR JUSTIFIE	45.783.256,65 €

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance
La Directrice générale,
N BLANCKE

La Présidente,
A CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N BLANCKE

La Bourgmestre,

A CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 15 DECEMBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S. ;~~

M. LECLERCQ VICTOR, — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. LECLERCQ VICTOR, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

18ème **OBJET : CERCLE ARTISTIQUE « LA MAIN D'OR » – DEPENSE POUR COMPTE DE TIERS - REGULARISATION**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3331-1 à -8 et L1122-30 ;

Vu le décret du 31 janvier 2013 modifiant certaines dispositions du CDLD relatives à l'octroi et au contrôle de l'utilisation des subventions ;

Vu la circulaire du Ministre Furlan du 30 mai 2013 relative à l'octroi de subventions par les pouvoirs locaux ;

Considérant l'invitation adressée par le cercle artistique « La Main d'Or » à Mme la Bourgmestre et aux membres du Collège communal, pour le vernissage de leur exposition annuelle organisée du 12 au 22 décembre à la Bibliothèque de Dottignies ;

Considérant la demande de prise en charge, par la Ville de Mouscron, du vin d'honneur prévu le 12 décembre 2025 à l'occasion de ce vernissage, pour environ cent personnes ;

Vu la décision favorable du Collège communal en séance du 24 novembre 2025 ;

Considérant que la demande nous est parvenue tardivement et que l'approbation préalable par le Conseil communal doit être régularisée ;

Considérant que la dépense est estimée à un montant total de 100 € ;

Attendu que la présente décision n'appelle pas l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Considérant l'absence d'avis de légalité de la Directrice financière ;

Sur proposition du Collège communal ;

A des voix ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

DECIDE :

Article unique D'accorder rétroactivement au cercle artistique « La Main d'Or » la prise en charge du vin d'honneur du 12 décembre 2025, considérée comme une dépense pour compte de tiers

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance

La Directrice générale,
N BLANCKE

La Présidente,
A CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 15 DÉCEMBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

MME ~~VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

19ème OBJET : **CELLULE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL – PRIME EMBELLISSEMENT/RÉNOVATION FAÇADE - VALIDATION DOSSIER CHAMBORD COIFFURE.**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu la délibération du conseil communal du 25 avril 2022 approuvant le règlement Primes embellissement et/ou rénovation de façades commerciales ;

Vu l'introduction d'une demande de prime :

Nom du commerce	Type de commerce	Adresse	Montant estimé de la prime
Chambord Coiffure	Salon de Coiffure	Rue Louis Bonte, 01 7712 Herseaux	6.000 €

Vu la décision du jury de valider ce dossier ;

Vu la décision du Collège du 01.12.2025 de valider la décision du jury concernant le dossier « Chambord Coiffure », sous réserve de l'obtention du permis d'urbanisme pour l'enseigne dont le dossier est en cours d'instruction ;

Considérant que dès validation du permis d'urbanisme pour l'enseigne , le dossier remplit toutes les conditions pour bénéficier de la prime ;

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont prévus au budget de l'exercice 2025, article 529/321FA-01 ;

Après en avoir délibéré ;

A des voix ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

DECIDE :

Article 1er - De valider la décision du jury qui approuve l'octroi, sous réserve de l'obtention du permis d'urbanisme pour l'enseigne dont le dossier est en cours d'instruction, d'une prime d'un montant de 6 000€ (six mille euros) pour le candidat « Chambord Coiffure » retenu sur le budget de l'exercice 2025 dans le cadre de la Prime embellissement façade, à savoir

Nom du commerce	Type de commerce	Adresse	Montant estimé de la prime
Chambord Coiffure	Salon de Coiffure	Rue Louis Bonte, 01 7712 Herseaux	6 000 €

Art 2 - D'appliquer la procédure d'octroi de la prime et les modalités de liquidation des primes précisés dans le règlement, à savoir

A Envoi par les candidats retenus d'une lettre de créance reprenant le montant exact demandé sur base des dépenses valablement justifiées ,

B Versement de la prime sur base des pièces justificatives correspondantes et d'une déclaration de réance

Art 3 – De charger le Collège communal de l'exécution de la présente décision

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance

La Directrice générale,
N BLANCKE

La Présidente,
A CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 15 DÉCEMBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, ~~M. JOUEN CÉDRIC~~ — ÉCHEVINS ;

MME ~~VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

20ème **OBJET :** **CELLULE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL – PRIME EMBELLISSEMENT/RÉNOVATION FAÇADE - VALIDATION DOSSIER LE MOOD.**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu la délibération du conseil communal du 25 avril 2022 approuvant le règlement Primes embellissement et/ou rénovation de façades commerciales ;

Vu l'introduction d'une demande de prime :

Nom du commerce	Type de commerce	Adresse	Montant estimé de la prime
Le Mood	Horeca	12, Grand'Place 7700 Mouscron	6.000€

Vu la décision du jury de valider ce dossier ;

Vu la décision du Collège du 01.12.2025 de valider la décision du jury concernant le dossier « Le Mood » ;

Considérant que le dossier remplit toutes les conditions pour bénéficier de la prime ;

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont prévus au budget de l'exercice 2025, article 529/321FA-01 ;

Après en avoir délibéré ;

Considérant que Monsieur Cédric Jouen, Échevin, a un intérêt direct au sens de l'article L1122-19 du CDLD, dans le cadre de l'octroi de cette prime à son établissement ;

Considérant qu'il est interdit à tout membre du Conseil Communal de participer au débat et au vote sur un objet susceptible de lui (ainsi qu'aux parents et alliés par extension et assimilation dans les limites du CDLD) de procurer immédiatement et nécessairement un avantage en argent ou évaluable en argent ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Considérant que pour les motifs ci-avant monsieur l'Échevin Cédric Jouen n'a pas participé au jury d'octroi de la prime et ne peut participer au débat et au vote de ce présent point ,

A des voix ,

DECIDE :

Article 1er - De valider la décision du jury qui approuve l'octroi d'une prime d'un montant de 6 000€ (six mille euros) pour le candidat « Le Mood » retenu sur le budget de l'exercice 2025 dans le cadre de la Prime embellissement façade, à savoir

Nom du commerce	Type de commerce	Adresse	Montant estimé de la prime
Le Mood	Horeca	12, Grand'Place 7700 Mouscron	6 000 €

Art 2 - D'appliquer la procédure d'octroi de la prime et les modalités de liquidation des primes précisés dans le règlement, à savoir .

A Envoi par les candidats retenus d'une lettre de créance reprenant le montant exact demandé sur base des dépenses valablement justifiées ,

B Versement de la prime sur base des pièces justificatives correspondantes et d'une déclaration de réance

Art 3 – De charger le Collège communal de l'exécution de la présente décision

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance

La Directrice générale,
N BLANCKE

La Présidente,
A CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON · COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 15 DÉCEMBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S. ;~~

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

21ème **OBJET :** **CELLULE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL – PRIME CRÉA'COM – VALIDATION DÉCISION DU JURY 23**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu la délibération du Conseil Communal du 26 octobre 2020 approuvant le règlement Créa'Com ;

Considérant l'élargissement du périmètre Créa'Com approuvé par le Conseil Communal du 13 septembre 2021 ;

Considérant l'abrogation du périmètre Créa'Com approuvée lors du Conseil communal du 25 avril 2022 ;

Considérant la modification du règlement Créa'Com approuvée lors du Conseil communal du 12 juin 2023

Vu la décision du jury du 25 novembre 2025 de retenir quatre candidats ;

Vu le procès-verbal de délibération du 23ème jury Créa'Com (réf. « Créa'Com - PV Jury 23 - 251125») en annexe ;

Considérant que les dossiers suivants remplissent toutes les conditions pour bénéficier de la prime :

Nom du commerce	Type de commerce	Adresse	Montant estimé des primes
FIL A FIL	Atelier couture et retouches	96, Grand'Rue 7700 Mouscron	6.000 €
LE VUGO	Restaurant	Boulevard des Alliés 7700 Mouscron	6.000 €
THEMIS BAR	Bar	22, Place de la Justice 7700 Mouscron	6.000€
PC CLINIC 59	Services informatiques	Rue de Tournai 7700 Mouscron	6.000€

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont prévus au budget de l'exercice 2025, article 529/321LO-01 ,

Après en avoir délibéré ,

A des voix ,

DECIDE :

Article 1er - De valider la décision du jury Créa'Com qui approuve l'octroi d'une prime d'un montant estimé à 6 000 € (six mille euros), pour les candidats remplissant toutes les conditions pour bénéficier de la prime, tel que retenu sur le budget de l'exercice 2025 dans le cadre de l'appel à projet Créa'Com, à savoir

Nom du commerce	Type de commerce	Adresse	Montant estimé des primes
FIL A FIL	Atelier couture et retouches	96, Grand'Rue 7700 Mouscron	6 000 €
LE VUGO	Restaurant	Boulevard des Alliés 7700 Mouscron	6 000 €
THEMIS BAR	Bar	22, Place de la Justice 7700 Mouscron	6 000€
PC CLINIC 59	Services informatiques	Rue de Tournai 7700 Mouscron	6 000€

Art 2 - D'appliquer la procédure d'octroi de la prime et les modalités de liquidation des primes précisés dans le règlement de l'appel à projet, à savoir

A Envoi par les candidats retenus d'
1. Une déclaration sur l'honneur de l'ouverture du commerce,
2. Une lettre de créance reprenant le montant exact demandé sur base de devis fournis ainsi qu'un tableau recapitulatif des dépenses valablement justifiées ,
3. Dans le cas d'un candidat locataire, le bail de location du rez-de-chaussée commercial et dans le cas d'un candidat propriétaire de l'acte de propriété

B Versement de la prime sur base d'un relevé des dépenses consenties dans le cadre de l'ouverture du commerce des pièces justificatives correspondantes et d'une déclaration de créance Ces documents doivent parvenir à l'administration communale dans les 9 mois qui suivent le courrier d'octroi de la prime Seules les dépenses correctement justifiées seront financées à hauteur de 60%

Art 3 – De charger le Collège communal de l'exécution de la présente décision

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance

La Directrice générale,
N BLANCKE

La Présidente,
A CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 15 DÉCEMBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

MME ~~VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAELLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

22ème OBJET : **CELLULE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL – DISPOSITIF COMMUNAL DE SOUTIEN AU COMMERCE (PRIMES BOOST) : RÈGLEMENTS DES PRIMES ET ZONES PRIORITAIRES - APPROBATION**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L331 et L1122-37 ;

Vu le décret du 31 janvier 2013 modifiant certaines dispositions du CDLD relatives à l'octroi et au contrôle de l'utilisation des subventions ;

Vu la circulaire du Ministre des Pouvoirs Locaux du 30 mai 2013 relative à l'octroi de subvention par les pouvoir locaux ;

Vu le Schéma de Développement du Territoire (SDT) qui fixe les orientations pour un développement commercial durable en Wallonie ;

Vu le Programme Stratégique Transversal (PST) de la Ville et ses objectifs en matière d'attractivité et de vitalité économique ;

Vu la volonté communale de soutenir et de redynamiser le commerce de proximité sur l'ensemble du territoire ;

Considérant que le commerce de proximité joue un rôle économique, social et identitaire majeur dans les centralités et quartiers de la Ville ;

Considérant que les commerces indépendants sont les plus fragiles face aux mutations du secteur et nécessitent un accompagnement adapté ;

Considérant que les primes BOOST constituent un dispositif répondant aux besoins d'installation, de développement, de modernisation, de relance et de digitalisation et que les règlements des sept primes BOOST ont été élaborés selon un modèle uniforme, garantissant cohérence et clarté ;

Considérant que la logique territoriale du dispositif BOOST, fondée sur les orientations du SDT, concentre les efforts dans les centralités et quartiers commerçants tout en garantissant une équité d'accès aux aides sur l'ensemble du territoire communal ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Considérant que l'identification des périmètres prioritaires résulte du croisement entre l'analyse régionale et l'expertise communale, garantissant des choix objectivement fondés et en adéquation avec les réalités de terrain ,

Considérant que la mise en œuvre rapide des primes BOOST renforcera l'attractivité commerciale, combattra la vacance, soutiendra l'économie locale et bénéficiera directement aux commerçants mouscronnois ,

Vu les documents joints en annexe de la présente délibération et en faisant partie intégrante
- Le dispositif BOOST
- Les règlements relatifs aux 7 primes BOOST
- Les périmètres cartographiés

Considérant que les crédits permettant ces dépenses sont prévus au budget de l'exercice 2026 Indemnité travaux « Boost Résiste », article 520/321-01 - Prime « Boost e-Commerce », article 529/321EC-01 - Prime embellissement de façade « Boost Relooke », article 529/321FA-01 - Prime Créa'Corn « Boost Impulsion », article 529/321LO-01 ,

Attendu que la présente délibération appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ,

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 02 décembre 2025

Vu l'avis de légalité de la Directrice financière rendu en date du 03 décembre 2025 et joint à la présente ,

Après en avoir délibéré ,

A des voix ,

DECIDE :

Article 1er – D'approuver le dispositif BOOST, composé de sept primes communales destinées au soutien des commerces indépendants, tel que joint en annexe à la présente délibération et en faisant partie intégrante

Art 2 – D'approuver les règlements relatifs aux sept primes BOOST, tels que joints en annexe de la présente délibération et en faisant partie intégrante

Art 3 – De valider les périmètres prioritaires définis pour l'application du dispositif BOOST, conformément à la méthodologie exposée et à la cartographie jointe en annexe et en faisant partie intégrante

Art 4 – Les présents règlements et leurs annexes seront publiés conformément au CDLD et entreront en vigueur le 01/01/2026

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance

La Directrice générale,
N BLANCKE

La Présidente,
A CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N BLANCKE



La Bourgmestre,

A CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 15 DÉCEMBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

23ème OBJET : **SERVICE GESTION DES RESSOURCES INFORMATIQUES – ADHESION A LA CENTRALE D'ACHAT « CENTRALE DES MARCHES » - APPROBATION.**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-7, §1 relatif aux compétences du Conseil communal ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 2-6°, 47 et 129 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la réglementation des marchés publics permet à un adjudicateur de s'ériger en centrale d'achat pour prester des services d'activités d'achat centralisées et auxiliaires ;

Qu'elle dispense les adjudicateurs qui recourent à une centrale d'achat d'organiser eux-mêmes une procédure de passation ;

Que ce mécanisme permet également notamment des économies d'échelle et une professionnalisation des marchés publics découlant des accords-cadres passés par une centrale d'achat ;

Considérant qu'une centrale d'achat nommée « Centrale des marchés » attribue des accords-cadres via des marchés publics, notamment dans les domaines suivants : Fournitures de matériel informatique et accessoires, fournitures de véhicules, services de nettoyage, services de collecte de déchets, services postaux, etc. ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Considérant que, conformément à l'article 2, al 1er, 1°, c) de la loi du 17 juin 2016, la « Centrale des marchés » est un pouvoir adjudicateur étant donné que son objet social, tel qu'il figure à l'article 3 des statuts, précise « *L'association est créée dans le but spécifique de répondre à des besoins d'intérêt général qui ne sont pas de nature industrielle ou commerciale L'association a pour objectif de contribuer, de manière la plus large, au soutien et au développement général des services fournis aux pouvoirs adjudicateurs* » ,

Considérant que la « Centrale des marchés » à une personnalité juridique et qu'elle porte le numéro d'entreprise BE0524 818 005 ,

Considérant que cette ASBL dépend d'adjudicateurs et que, selon l'article 21 des statuts, la majorité des membres du conseil d'administration doit être composée de représentants des pouvoirs adjudicateurs (3 membres) ,

Considérant, en outre, selon les articles 14 et 19 des statuts, que l'assemblée générale, composée quasi intégralement de pouvoirs adjudicateurs, prévoit le contrôle effectif des plans stratégiques, du règlement interne ainsi que du budget et des comptes ,

Considérant qu'en tant que pouvoir adjudicateur, la Commune de Mouscron est éligible à l'adhésion à la « Centrale des marchés » ,

Considérant que l'inscription y est totalement gratuite et qu'à aucun moment, il ne sera demandé par la « Centrale des marchés » de payer une cotisation ou d'acquérir une part de l'organisation ,

Considérant que la 'Centrale des marchés' est rémunérée au moyen d'un pourcentage, à la charge des fournisseurs, basé sur le chiffre d'affaires réalisé par ses membres via ses accords-cadres ,

Considérant que les membres de la « Centrale des marchés » ne sont soumis à aucune obligation de participation ou d'achat concernant les accords-cadres, que chaque membre décide toujours en toute autonomie et liberté ,

Considérant que l'objectif de la « Centrale des marchés » est de décharger les autorités adjudicatrices en proposant des accords-cadres clairs et précis afin d'éviter de passer par des appels d'offres ,

Considérant qu'en tant que membre de la « Centrale des marchés », la Commune de Mouscron pourra profiter des contrats en cours, sans obligation ,

Considérant que, du fait de recourir aux marchés passés par cette centrale d'achat, il peut en résulter une simplification administrative, une mutualisation des coûts, des conditions plus avantageuses grâce à un volume d'achat plus important ,

Considérant que la durée (délai de livraison) des commandes basées sur l'accord-cadre peut dépasser la durée de l'accord-cadre lui-même

Vu le formulaire d'adhésion à signer par la Ville de Mouscron ,

Considérant qu'il est proposé d'adhérer à la « Centrale des marchés » afin de pouvoir bénéficier de marchés passés par celle-ci ,

Considérant que la décision de recourir à un marché public passé par la 'Centrale des marchés', en cas de besoin similaire de l'Administration communale, sera prise par le Conseil communal ou le Collège communal ,

Attendu que la présente décision n'appelle pas l'avis de légalité de la Directrice financière ,

Considérant l'absence d'avis de légalité de la Directrice financière ,

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

A des voix ,

D E C I D E :

Article 1er - D'approuver l'adhésion de la Ville de Mouscron à l'ASBL « Centrale des marchés », offrant la possibilité de recourir aux marchés publics passés par celle-ci

Art 2 - De charger Madame la Bourgmestre et Madame la Directrice générale de signer le formulaire d'adhésion à l'ASBL "Centrale des marchés"

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance

La Directrice générale,
N BLANCKE

La Présidente,
A CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A CLOET

MARCHES PUBLICS
DATE : 24/11/25

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 15 DECEMBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

24ème OBJET : **DIVISION TECHNIQUE 2 - MARCHE DE FOURNITURES - FOURNITURES DE PRODUITS D'ENTRETIEN ET DE PETIT MATÉRIEL RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT - RECOURS À LA CENTRALE D'ACHAT DE LA PROVINCE DE HAINAUT - APPROBATION DES CONDITIONS.**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment les articles 2, 6° et 47 §2 qui dispense les pouvoirs adjudicateurs de l'obligation d'organiser eux-mêmes une procédure de passation lorsqu'ils recourent à une centrale d'achat ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Vu la décision du Conseil communal du 20 novembre 2017 approuvant le projet de convention à conclure entre la Ville de Mouscron et la Province de Hainaut dans le but d'adhérer à la centrale d'achat de la Province de Hainaut ;

Vu la convention d'adhésion signée en date du 22 novembre 2017 afin de faire bénéficier la Ville de Mouscron des conditions des marchés passés par la centrale d'achat de la Province de Hainaut ;

Considérant que la Province de Hainaut nous a contactés en date du 8 juillet 2024 en nous informant qu'un marché intitulé « Petit matériel et produits d'entretien respectueux de l'environnement » sera lancé et qu'il sera ouvert aux communes conventionnées ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Considérant que ce marché est divisé en 2 lots

- Lot 1 « Petit matériel et produits d'entretien respectueux de l'environnement » ,
- Lot 2 « Papiers, distributeurs papier, essuie-mains, hygiène des mains respectueux de l'environnement » ,

Considérant les besoins de produits destinés à l'approvisionnement du magasin et de diverses infrastructures communales ,

Considérant qu'en date du 23 août 2024, nous avons donc manifesté notre intérêt et communiqué les montants maximaux estimés pour une durée de 4 ans ,

Considérant que ce nouveau marché (Réf 2024/116) a été attribué le 28 août 2025 par le Collège provincial de la Province de Hainaut ,

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, la Province de Hainaut et les pouvoirs adjudicateurs participants ne sont pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont ils auront besoin ,

Considérant que le montant estimé de commandes pour la Ville de Mouscron s'élève à 110 000,00 € hors TVA ou 133 100,00 €, 21 % TVA comprise par an, soit un montant global de 412 500,00 € hors TVA ou 499 125,00 €, 21% TVA comprise pour 3 ans et 9 mois ,

Considérant que les crédits nécessaires au financement des dépenses sont prévus au budget communal de l'exercice 2026, services ordinaire et extraordinaire, aux articles correspondants ,

Considérant que les crédits nécessaires au financement des dépenses relevant du service ordinaire seront prévus au budget ordinaire des exercices 2027 à 2029 ,

Considérant que les éventuelles commandes supplémentaires de 2027 à 2029 relevant du service extraordinaire dépendront des crédits budgétaires disponibles ,

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ,

Attendu que le dossier a été transmis en date du 17 novembre 2025 ,

Vu l'avis de légalité favorable délivré par la Directrice financière en date du 18 novembre 2025 et joint à la présente délibération ,

A voix ,

DECIDE :

Article 1er - D'approuver le recours au marché « Petit matériel et produits d'entretien respectueux de l'environnement » (Réf 2024/116), passé par la Province de Hainaut et ce, jusqu'au 20 octobre 2029
Le montant estimé s'élève à 110 000,00 € hors TVA ou 133 100,00 €, 21 % TVA comprise par an, soit un montant global de 412 500,00 € hors TVA ou 499 125,00 €, 21% TVA comprise pour 3 ans et 9 mois

Art 2 - Les crédits nécessaires au financement des dépenses sont prévus au budget communal de l'exercice 2026, services ordinaire et extraordinaire, aux articles correspondants

Art 3 - Les crédits nécessaires au financement des dépenses relevant du service ordinaire seront prévus au budget ordinaire des exercices 2027 à 2029

Art 4 - Les éventuelles commandes supplémentaires de 2027 à 2029 relevant du service extraordinaire dépendront des crédits budgétaires disponibles

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Art 5 - La présente délibération ne sortira ses effets que lorsque les voies et moyens destinés au paiement de la dépense auront été complètement réunis et définitivement admis

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance

La Directrice générale,
N BLANCKE

La Présidente,
A CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A CLOET

CONTRÔLE MARCHÉS PUBLICS
OBSERVATIONS :
DATE : 18/11/25

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 15 DÉCEMBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

MME ~~VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

25ème **OBJET : CELLULE Environnement – Avenant à la convention relative à l'enlèvement des cadavres d'animaux abandonnés sur la voie publique à conclure avec l'asbl Société Protectrice des Animaux - Approbation**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu l'arrêté Royal du 21 octobre 1993 relatif aux déchets animaux (M.B. 08.01.1994)

Considérant qu'un budget de 7.500 € est prévu au budget ordinaire de l'exercice 2025, à l'article 8792/332-02 ;

Considérant qu'il est proposé d'octroyer une subvention de 7.500€ à l'asbl Société Protectrice des Animaux afin qu'elle puisse procéder, en 2025, à la collecte et l'évacuation des animaux décédés sur la voie publique au nombre de 30 animaux maximum en faisant appel à une société d'équarrissage ;

Considérant que les crédits budgétaires seront prévus au budget des exercices 2026 et 2027 à l'article 8792/332-02 ;

Vu le projet d'avenant à la convention joint à la présente délibération et en faisant partie intégrante et couvrant les années 2025 à 2027;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

A des voix ,

DECIDE :

Article 1. – d'approuver l'octroi d'une subvention annuelle de 7.500€ à l'asbl « SPA » au cours des exercices 2025 à 2027 inclus pour l'évacuation des cadavres d'animaux ;

Article 2. – d'approuver le projet d'avenant relatif à « l'enlèvement des cadavres d'animaux abandonnés sur la voie publique avec la Société Protectrice des Animaux, couvrant les années 2025 à 2027 ;

Article 3. – de mandater Madame la Bourgmestre et Madame la Directrice Générale pour signer ladite convention ;

Article 4. – de charger le collège communal de l'exécution de la convention.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance

La Directrice générale,
N BLANCKE

La Présidente,
A CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON · COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 15 DÉCEMBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

SEANCE PUBLIQUE

26ème **OBJET : INTERCOMMUNALE IEG – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 19 DECEMBRE 2025 – APPROBATION DU POINT INSCRIT A L'ORDRE DU JOUR DE CETTE ASSEMBLEE.**

Le Conseil communal,

Vu les dispositions du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1120-30 et L1122-34 ;

Vu le décret du 5 décembre 1996 publié au Moniteur Belge du 7 février 1997 et relatif aux intercommunales wallonnes ;

Considérant l'affiliation de la commune à l'intercommunale IEG ;

Vu les statuts de l'intercommunale IEG ;

Considérant que la commune a été convoquée à participer à l'Assemblée générale ordinaire du 19 décembre 2025 par courrier daté du 13 novembre 2025 ;

Considérant que les délégués des communes associées à l'Assemblée générale sont désignés par le Conseil communal de chaque commune parmi les membres des Conseils et Collèges communaux, proportionnellement à la composition dudit Conseil et que le nombre de délégués de chaque commune est fixé à cinq parmi lesquels trois au moins représentent la majorité du Conseil communal ;

Vu sa délibération du 14 avril 2025 portant désignation des représentants de la Ville pour participer aux Assemblées générales, notamment M. RADIKOV Jorj, Mme VANDORPE Mathilde, M. CASTEL Marc, M. HACHMI Kamel et M. MOREL Thibault ;

Considérant qu'au cours de cette assemblée ordinaire, celle-ci aura à se prononcer au sujet du point suivant :

1. Plan stratégique 2026-2028

Vu le contenu du point précité ;

Vu les documents nous transmis par l'intercommunale IEG accompagnant l'invitation à cette assemblée ;

Considérant que la commune souhaite, dans l'esprit du décret précité, jouer pleinement son rôle dans l'intercommunale ;

Attendu que dans cet esprit, il importe que le Conseil communal exprime sa position à l'égard du point inscrit à l'ordre du jour de cette assemblée générale ,

Sur proposition du Collège communal ;

DECIDE

Article 1er – D'approuver, aux majorités suivantes, le point suivant porté à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire du 19 décembre 2025 de l'intercommunale IEG

1 Plan stratégique 2026-2028

Par voix

Art 2 – De charger ses délégués de rapporter à ladite Assemblée la proportion des votes intervenus au sein du Conseil

Art 3 – De charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération

Art. 4 – La présente délibération sera transmise à l'intercommunale IEG

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance

La Directrice générale,
N BLANCKE

La Présidente,
A CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N BLANCKE

La Bourgmestre,

A CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 15 DECEMBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

MME ~~VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

27. **OBJET :** **Règlement complémentaire communal sur la règlementation du stationnement dans la rue du Beau Site**

Le Conseil communal

Vu la loi relative à la police de la circulation routière coordonnée par l'arrêté royal du 16 mars 1968 ;

Vu l'arrêté ministériel du 8 décembre 1977 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Vu le règlement général du 1er décembre 1975 sur la police de la circulation routière ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 complété par le texte de la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière ;

Vu le Décret du Gouvernement wallon du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle sur les règlements complémentaires ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu le Règlement Général de Police ;

Considérant la demande des habitants de la rue du Beau Site à 7700 Mouscron, concernant le stationnement tout le long de la rue du Beau Site et l'accès aux points d'apport volontaire (PAV) ;

Considérant la proposition émise en réunion de Sécurité Routière pour règlementer le stationnement des véhicules au niveau de l'accotement du côté impair de la voirie en date du 21 mai 2025 ;

Considérant la proposition émise en réunion de Sécurité Routière pour règlementer l'interdiction de stationner sur la première place de stationnement au niveau de l'accotement du côté impair de la voirie pour l'accès aux PAV en date du 21 mai 2025 ;

Considérant l'avis favorable de Mr Yannick Duhot de la Direction des Déplacement doux et de la Sécurité des Aménagements de Voiries en date du 02 juillet 2025 ;

Dossier traité par le Bureau d'études MOBILITÉ
velo@mouscron.be – 056 860 538

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Considérant l'avis favorable du Collège communal en date du 24 novembre 2025, concernant la règlementation du stationnement en accotement sur toute la longueur de la rue du Beau Site et la réservation de la première place de stationnement après les points d'apport volontaire pour l'accès aux PAV ;

A ... des voix ;

DÉCIDE

Article 1 : Pour le stationnement le long de la rue du Beau Site, la mesure sera matérialisée par des panneaux E9e avec additionnels flèche montante (début de la règlementation) et flèche descendante (fin de la réglementation).

Article 2 : Pour la réservation de la première place de stationnement après les PAV, la mesure sera matérialisée par des panneaux E1 avec flèche montante.

Article 3 : Le présent règlement est soumis à l'approbation du Ministre compétent de la Région wallonne.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :
La Directrice générale, La Présidente,

N. BLANCKE A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale, La Bourgmestre,

N. BLANCKE A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Dossier traité par le Bureau d'études MOBILITÉ
velo@mouscron.be – 056 860 538

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 15 DECEMBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

MME ~~VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

28 **OBJET : Règlement complémentaire communal sur la police de la circulation routière concernant l'autorisation pour les cyclistes de franchir le signal lumineux afin de tourner à droite lorsque celui-ci est soit rouge soit orange et la mise en place d'une ZAC sur le territoire de la Ville de MOUSCRON.**

Le Conseil Communal,

Vu la loi relative à la police de la circulation routière ;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière ;

Vu l'Arrêté Ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Vu la Circulaire Ministérielle relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu le Décret du Gouvernement wallon du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle sur les règlements complémentaires ;

Considérant que des panneaux B22 régissent les branches de carrefours où les cyclistes tournant à droite ne coupent pas la voie de circulation des autres usagers car ils empruntent une piste cyclable marquée ;

Considérant que la pose d'un B22 permet de rendre l'espace public plus cohérent en matière de mobilité douce ;

Considérant que des panneaux B22 régissent les carrefours sur voiries régionales depuis 2015 ;

Considérant les ZAC déjà aménagées précédemment et validées ;

Considérant que l'installation d'un panneau B22 autorisant les cyclistes à franchir un feu rouge pour tourner à droite sous conditions de sécurité au niveau de la rue du Dragon représente une mesure pertinente et bénéfique pour l'ensemble des usagers ;

Considérant que l'installation d'une zone avancée cyclistes et l'installation d'un panneau F14 autorisant l'arrêt pour les cyclistes et aux cyclomoteurs à deux roues, au niveau de la rue du Dragon représente une mesure pertinente et bénéfique pour l'ensemble des usagers ;

Dossier traité par Manon MALERBA – Bureau d'Études VOIRIES
manon.malerba@mouscron.be - 086/86.816

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Considérant l'avis favorable du service Mobilité et de la zone de Police ;

Considérant l'avis favorable du Collège communal en sa séance du 18 août 2025 ;

A des voix ,

D E C I D E :

Article 1 : D'autoriser les cyclistes à franchir le feu rouge ou orange de la chaussée du Risquons-Tout vers la rue de la Marlière dans le changement de direction à droite via le placement d'un signal B22 ;

Article 2 : D'autoriser les cyclistes à franchir le feu rouge ou orange de la rue du Dragon vers la rue du Christ dans le changement de direction à droite via le placement d'un signal B22 ;

Article 3 : D'autoriser les cyclistes à franchir le feu rouge ou orange de la rue du Christ vers la chaussée du Risquons-Tout dans le changement de direction à droite via le placement d'un signal B22 ;

Article 4 : D'autoriser les cyclistes à franchir le feu rouge ou orange de la rue de la Marlière vers la rue du Dragon dans le changement de direction à droite via le placement d'un signal B22 ;

Article 5 : D'autoriser les cyclistes à franchir le feu rouge ou orange de la rue de Menin vers la rue du Rucquoy dans le changement de direction à droite via le placement d'un signal B22 ,

Article 6 : D'autoriser les cyclistes à franchir le feu rouge ou orange de la rue de la Pépinière vers la rue de Menin dans le changement de direction à droite via le placement d'un signal B22 ;

Article 7 : D'autoriser les cyclistes à franchir le feu rouge ou orange de la rue du Rucquoy vers la rue de Menin dans le changement de direction à droite via le placement d'un signal B22 ;

Article 8 : D'autoriser les cyclistes à franchir le feu rouge ou orange de la rue des Patriotes vers la rue de Tourcoing dans le changement de direction à droite via le placement d'un signal B22 ;

Article 9 : D'autoriser les cyclistes à franchir le feu rouge ou orange de la rue des Moulins vers la rue Saint-Pierre dans le changement de direction à droite via le placement d'un signal B22 ;

Article 10 : D'autoriser les cyclistes à franchir le feu rouge ou orange de la rue de Tourcoing vers la rue des Moulins dans le changement de direction à droite via le placement d'un signal B22 ;

Article 11 : D'autoriser les cyclistes à franchir le feu rouge ou orange de la rue Victor Corne vers la rue de Courtrai dans le changement de direction à droite via le placement d'un signal B22 ;

Article 12 : D'autoriser les cyclistes à franchir le feu rouge ou orange de la de Courtrai vers la rue Léopold dans le changement de direction à droite via le placement d'un signal B22 ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Dossier traité par Manon MALERBA – Bureau d'Études VOIRIES
Manon malerba@mouscron.be - 086/86 816

Article 13 : D'autoriser les cyclistes à franchir le feu rouge ou orange de la rue Léopold vers l'avenue Royale dans le changement de direction à droite via le placement d'un signal B22 ;

Article 14 : D'autoriser les cyclistes à franchir le feu rouge ou orange de l'avenue Royale vers la rue Victor Corne dans le changement de direction à droite via le placement d'un signal B22 ;

Article 15 . D'autoriser les cyclistes à franchir le feu rouge ou orange de la rue des Moulins vers la rue du dragon dans le changement de direction à droite via le placement d'un signal B22 ;

Article 16 : **D'autoriser les cyclistes à franchir le feu rouge ou orange de la rue du Dragon vers l'avenue du Parc dans le changement de direction à droite via le placement d'un signal B22 ;**

Article 17 : **Pour la zone avancée cyclistes, la mesure sera matérialisée par le placement d'un panneau F14 placé au droit de la zone avancée cycliste ;**

Article 18 : Ces mesures seront matérialisées par le placement de signaux B22 ;

Article 19 : Les mesures complémentaires contradictoires au présent règlement sont abrogées.

Article 20 : Le présent règlement sera soumis en 3 exemplaires à l'approbation du Ministre Wallon des Travaux Publics conformément au Décret du Gouvernement Wallon du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle sur les règlements complémentaires.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance

La Directrice générale,
N BLANCKE

La Présidente,
A CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Dossier traité par Manon MALERBA – Bureau d'Études VOIRIES
Manon malerba@mouscron be - 086/86 816

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 15 DÉCEMBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

MME ~~VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SEANCE PUBLIQUE

29ème **OBJET : Règlement complémentaire communal sur la police de la circulation routière concernant le stationnement sur le territoire de la Ville de Mouscron – Zones bleues (rues bleues) - Voiries communales – Modifications.**

Le Conseil communal,

Vu la loi relative à la police de la circulation routière ;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière ;

Vu l'Arrêté Ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Vu la Circulaire Ministérielle relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu le Décret du Gouvernement wallon du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle sur les règlements complémentaires ;

Vu le Règlement Général de Police ;

Considérant que l'article 27.1.1 de l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (Code la Route), est libellé comme suit :

> *« 27.1.1. Tout conducteur qui, **les jours ouvrables** ou les jours précisés par la signalisation, met un véhicule automobile, un cyclomoteur à quatre roues, un tricycle à moteur ou un quadricycle à moteur en stationnement dans une zone de stationnement à durée limitée, doit apposer sur la face interne du pare-brise, ou à défaut, sur la partie avant du véhicule, un disque de stationnement conforme au modèle déterminé par le Ministre des Communications. »*

Considérant que, jusqu'il y a peu, les jours ouvrables étaient considérés comme étant les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi ;

Dossier traité par le Service Mobilité-Signalisation
mobilite@mouscron.be – 056 860 538

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Considérant que cela ressortait d'un ancien arrêt de la Cour de Cassation (Cass. 1979-80, 562; Bull. 1980, 555; J.T. 1981, 383; Pas. 1980, I, 555), se référant au sens usuel des termes jours ouvrables, à défaut de définition ;

Considérant que la Loi du 28 avril 2022 portant le Livre 1er « Dispositions générales » du Code Civil, publiée au Moniteur belge en date du 1er juillet 2022, est entrée en vigueur le 1er janvier 2023 ;

Considérant que la Loi du 28 avril 2022 introduit un nouvel article 1.7 dans le Code Civil ,

Considérant que ce nouvel article comporte une définition des jours ouvrables :

« *Les jours ouvrables sont tous les jours autres que les jours fériés légaux, dimanches et samedis* »

Considérant qu'à la lecture de cette nouvelle définition, le samedi n'est plus un jour ouvrable ;

Considérant que le Conseil communal, en sa séance du 24 juin 2024, a maintenu la situation actuelle afin de soutenir notamment le commerce, et garder l'utilisation du disque bleu le samedi ;

Considérant qu'ont été apposés les panneaux additionnels « du lundi au samedi/van de maandag tot zaterdag » sous les panneaux existants E9a ;

Considérant le règlement complémentaire communal du 1er septembre 2025 sur la police de la circulation routière concernant les zones bleues sur le territoire de la Ville de Mouscron ;

Considérant les demandes des commerçants relatives à l'instauration de zones bleues afin d'assurer une rotation des véhicules sur les aires de stationnement ;

Considérant la demande de modification de plusieurs tronçons de la zone de stationnement en zone bleue 30 minutes du lundi au samedi pour faciliter l'accessibilité aux petits commerces de proximité ;

Considérant la cessation d'activités des commerces de la rue de la Broche de Fer pour qui une zone bleue « Shop & Go » avait été instaurée ;

Considérant l'avis positif de la Cellule Sécurité Routière lors de sa séance du 21 octobre 2025, approuvé par le Collège communal en sa séance du 1er décembre 2025 sur la suppression de la zone de stationnement en zone bleue 30 minutes du lundi au samedi composée comme suit :

- rue de la Broche de Fer, face aux n°139 à 141 ;

Considérant que les mesures s'appliquent aux voiries communales ;

A des voix ,

DECIDE :

Article 1er - La durée du stationnement est limitée à 2 heures avec disque obligatoire dans les rues suivantes :

- Rue Camille Busschaert, les 9 places en épi en berme centrale entre le n°10 et le n°22 ;
- rue du Christ, 8 places en épi entre l'entrée du parking souterrain et la rue de Tourcoing ;
- rue du Nouveau-Monde, du mitoyen 122/124 à l'angle de la rue d'Iseghem ;
- rue du Nouveau-Monde, du n°105 à l'angle de la rue Haute ;
- rue Henri Debavay, 4 places en épi face au n°25 ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

- rue de la Coquinie, 5 places perpendiculaires à la voirie face au n°17b et 17c ;
- rue des Cheminots, face aux habitations entre la chaussée d'Estaimpuis et la rue de l'Epinette ;
- rue des Frontaliers, entre le mitoyen des n°9/11 et la rue Louis Bonte ;
- Place de la Main, sur les 13 places perpendiculaires à la voirie, situées entre la rue Alphonse Poullet et le n° 20 de la Place de la Main ;
- Place de la Résistance, sur les 6 places perpendiculaires à la voirie, à l'opposé des n° 2,4 et 6 ;
- rue Libbrecht, 5 places perpendiculaires à la chaussée, à l'angle rue Libbrecht et rue Basse.
- Rue Pastorale, 8 places perpendiculaires face au n°23 ;
- Place de Luingne, 8 places perpendiculaires face au n°8 à 22 ;
- Rue Hocedez, du n°12 au n°22 ;
- Sur la zone centrale du parking du Phoenix Shopping Center situé Passage Saint-Paul, soit 32 places (voir plan en annexe) ;
- Sur le parking situé à l'angle des rues Alois Den Reep et Saint Joseph ;
- rue de la Marlière, sur la zone de stationnement face aux n°9 à 13 ;
- sur le parking situé à l'angle des rues de Courtrai et de Menin, sur les 3 premières rangées de stationnement à partir de la rue de Menin ;
- sur les 4 places de stationnement perpendiculaires à l'opposé du n°2 du clos des Ramées – les plus proches de la rue de la Coquinie;
- sur l'intégralité de la Grand'Place à 7700 MOUSCRON ;
- Rue Couturelle, 3 places entre le boulevard des Canadiens et la rue de la Panneria ;
- Chaussée de Luingne, 3 places, face aux numéros 54 à 48 ;
- Rue du Christ, côté impair sur toute sa longueur ;
- Rue du Chalet, 2 places, face au n°1 ;
- Rue de la Persévérance, 2 places, face aux n°4 et 5 ;
- Sur le parking haut du Centre Administratif Mouscronnois, 32 places (dont 20 places de stationnement côté Résidence des Jardins et 12 places de stationnement côté rue de Courtrai ;

Art 2 - La mesure est matérialisée par les signaux E9a complétés par le sigle du disque de stationnement, avec un additionnel « 2 heures » et un additionnel « du lundi au samedi/van de maandag tot zaterdag » sous le panneau E9a ainsi que des flèches noires sur fond blanc de début et de fin.

Art 3 - La durée du stationnement est limitée à 30 minutes avec disque obligatoire, du lundi au samedi, dans les rues suivantes :

- rue de la Pinchenière, sur une distance de 12 mètres, face aux n°123, 125 et 127 ;
- rue de la Marlière, face aux n°298 à 306 ;
- au bas de la rue Léopold, sur les 3 places de stationnement en épi ;
- rue Alphonse Poullet, 6 places situées sur le parking communal face au Proxy Delhaize ;
- rue de la Station, du n°82 à l'angle de la rue d'Italie ,

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

- rue du Beau-Site, 2 places entre le carrefour avec la rue du Dragon et l'abribus ;
- sur l'ancien parking de l'abattoir situé entre la rue de Menin et l'avenue Joseph Vandevelde sur la rangée le long de la rue de Menin.
- rue de Tourcoing, 11 places entre les numéros 80 et 86 ;
- rue du Christ, du côté pair dans le tronçon compris entre la rue du Nouveau-Monde et la rue du Bois de Boulogne ;
- rue Saint-Pierre, entre le mitoyen 30/32 et le n°50 ;
- rue du Christ sur les trois premières places de stationnement situées côté pair avant le parking rue du Nouveau-Monde en descendant ;
- sur le parking public de la Place de Luingne à l'opposé de la rue du Village n°13 et 17 soit 4 places à côté de l'emplacement réservé aux personnes disposant de la carte européenne de stationnement ;
- sur la zone de stationnement située Chaussée d'Aalbeke face au n°14 soit 1 place ;
- sur la zone de stationnement située Chaussée de Lille face au n°295 soit 4 places ;
- rue du Chalet, 4 places, face au n°1 ;
- rue de la Station, face aux habitations n°61 et n°63, soit 3 places ;
- rue de la Marlière, devant le commerce, situé au n°318, soit 2 places ;
- rue du Nouveau-Monde, face aux habitations n°29, n°33 et n°35, soit 3 places ;
- Grand'Rue, face aux commerces, situés aux n°110, 112 et 114, soit 3 places ;
- rue du Gaz face au n°40, soit 1 place ;
- Grand'Rue face aux n°73, 75 et l'habitation 71, soit 3 places ;
- Rangée Lepers, face aux commerces, situés au n°263 et n°267 de la rue de la Broche de fer et donnant sur la Rangée Lepers, soit 8 places ;
- Rue Julien Mullie, sur la zone de stationnement face aux n°6, 8 et 10, soit 3 places ;
- Chaussée de Luingne, devant le commerce, situé au n°46, soit 3 places ;
- Rue de Dixmude, face au n°61 et de la façade du n°99 de la rue Roland Vanoverschelde, soit 2 places
- Place du Tuquet, face aux n°35, 36 et une partie du 37, soit 2 places
- Rue Rémi Cogghe, sur la première place de la zone de stationnement située le long du n°2 de la rue du Val
- Rue de Menin, sur les deux premières places du parking « Rue de Bruxelles » situées le long du n°31 de la rue de Menin ;

Art 4 - La mesure est matérialisée par les signaux E9a complétés par le sigle du disque de stationnement, avec un additionnel « 30 minutes » et un additionnel « du lundi au samedi/ van de maandag tot zaterdag » sous le panneau E9a ainsi que des flèches noires sur fond blanc de début et de fin.

Art 5 - Le présent règlement annule et remplace le règlement du 1er décembre 2025.

Art 6 - Le présent règlement est sanctionné des peines portées par l'article 29 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

Art 7 - Le présent règlement est soumis à l'approbation du Ministre compétent de la Région Wallonne.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance

La Directrice générale,
N BLANCKE

La Présidente,
A CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N BLANCKE

La Bourgmestre,

A CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Dossier traité par le Service Mobilité-Signalisation
mobilite@mouscron.be – 056 860 538